



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2752 | 62^e année | Du 17 au 30 juillet 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

IN ENGLISH PLEASE !

La présidence française du Conseil de l'Union européenne s'annonçait respectueuse d'une relative diversité linguistique. L'équipe en charge du site Internet consacré à l'événement - vecteur exclusif de la communication du gouvernement sur la toile - s'était vantée de préparer un effort de traduction inhabituel. « En général les sites de présidence sont disponibles dans les trois langues de travail de l'UE », signale Euractiv (4 juin 2008). Cette fois-ci, « neuf traducteurs travailleront [...] pour proposer les articles et communiqués de presse de la présidence dans les cinq langues de navigation du site : français, anglais, allemand, italien et espagnol. [...] Si l'ambition initiale - ajouter le polonais - a été réduite pour cause de coûts trop élevés, le site proposera néanmoins un maximum de documents officiels dans les vingt-trois langues de l'UE. »

Hélas, certains ont vite déchanté. En quête d'une accréditation pour la réunion informelle "Justice et Affaires intérieures" organisée à Cannes les 7 et 8 juillet, Jean Quatremer, journaliste à *Libération*, avait naturellement envoyé un message à la PFUE, qui s'est empressée de lui répondre... en anglais. Un comble ! L'un de ses collègues belges, francophone lui aussi, aurait fait la même expérience, rapporte-t-il sur son blog. Débordé, le secrétariat général de la présidence française se serait déchargé sur un service anglophone. Alors qu'il dépense des sommes folles en paillettes, illuminant fièrement la tour Eiffel aux couleurs de l'Europe, le gouvernement n'est même pas capable d'assurer le minimum syndical... Voilà qui devrait contribuer à renforcer le prestige international de la France. Good job ! ■

Un parterre de chefs d'État...

SARKOZY tempête en Méditerranée

PAGE 3, 7, 8 ET 9

■ JUSTICE

L'islam n'a plus la cote

Le Conseil d'État confirme le refus d'accorder la nationalité française à une Marocaine adepte d'un islam trop radical.

Mme Fazia M. a 32 ans. Elle est mariée à un Français et mère de trois enfants. En dépit de sa maîtrise de la langue, le 16 mai 2005, le gouvernement s'est opposé par décret à sa naturalisation, arguant, conformément au Code civil, d'un « défaut d'assimilation ». À juste titre selon le Conseil d'État, dont la décision du 27 juin a été révélée par *Le Monde* vendredi dernier.

La presse a monté en épingle le port de la burqa, dont le juge administratif aurait proclamé l'incompatibilité avec l'obtention de la nationalité française. Mais le verdict n'y fait aucune

mention. Il stipule que la requérante a « adopté une pratique radicale de sa religion, incompatible avec les valeurs essentielles de la communauté française, et notamment avec le principe d'égalité des sexes ; qu'ainsi, elle ne remplit pas la condition d'assimilation ». Effectivement, Fazia M. ne cache pas les attaches salafistes de son foyer, où elle vivrait « presque recluse » selon le commissaire du gouvernement cité par *Le Monde*. On s'interroge sur l'objectivité des motifs invoqués. Sans doute est-il impossible d'échapper tout à fait à l'arbitraire en la matière... D'autant

qu'une législation tatillonne instaurerait une véritable "idéologie d'État". Il appartient à l'Exécutif de faire bon usage de son pouvoir discrétionnaire.

Laïcisme, islamisme, même combat !

Après l'annulation du mariage d'un couple musulman dont l'épouse avait menti sur sa virginité, cette affaire confirme l'évolution des "bonnes consciences médiatiques", enfin débarrassées de leur angélisme islamophile. Faut-il s'en réjouir ? En partie seulement, car les ressorts de cette réaction sont dou-

teux. « La France se doit de rester l'avant-garde du combat laïque, seul rempart contre les dérives fanatiques dont les femmes sont les premières victimes », affirme l'association Ni Putes ni Soumises. Méfions-nous du laïcisme, dont les adeptes sont des alliés objectifs des islamistes, tant ils sont prompts à fouler aux pieds notre identité nationale - influencée certes par deux siècles de république, mais façonnée surtout par plus d'un millénaire de christianisme ! Quant aux slogans égalitaires inspirés par une idéologie féministe, ils mènent à une impasse. C'est dans la valorisation des différences qu'on enseignera à nos petits sauvages le respect dû aux femmes : en effet, qui voudra leur faire croire qu'elles sont des hommes comme les autres ?

GRÉGOIRE DUBOST

■ IMMIGRATION

Rapport Mazeaud, Pacte européen négocié à Cannes :

Les lobbies promis à un bel avenir

PAGE 5

■ PORTRAIT

Les souverains européens :

Charles XVI-Gustave de Suède

PAGE 11

■ LIVRE

Renaud Camus signe un essai décapant :

La démocratie contre la culture

PAGE 12





■ TÉMOIGNAGE

Cent ans après

Par Jean Madiran

Jean Madiran a été directeur-fondateur de la revue mensuelle *Itinéraires* de 1956 à 1996 ; cofondateur, et codirecteur de 1982 à 2005, du quotidien *Présent*. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels deux concer-

nent directement Charles Maurras : son *Maurras*, paru en 1992 aux *Nouvelles Éditions latines*, et son *Maurras toujours là*, paru en 2004 aux *Éditions Consep* (celui-ci contient une liste de livres de Jean Madiran antérieurs à 2004).

Votre enquête déjà bien avancée, cher Michel Fromentoux, cherche à savoir ce qu'évoque aujourd'hui pour les uns et les autres le centième anniversaire de la fondation, en 1908, du quotidien *L'Action Française*. En journaliste professionnel, ayant moi-même, entre autres, cofondé, et codirigé pendant près d'un quart de siècle un quotidien nationaliste, je réponds d'abord par un fort sifflement d'intense admiration pour cette prodigieuse aventure journalistique : trente-six années, dont deux guerres mondiales, de parution quotidienne du libre journal de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville (et quelques autres) ! Paraître dans les conditions administratives, économiques, politiques, morales que les "valeurs républicaines" font à la presse, ce n'est pas rien pour un quotidien ! Cela seul déjà mériterait de retenir l'attention et d'être étudié dans son détail technique. Car pour faire un journal, il ne suffit pas d'écrire, fût-ce avec talent, comme on le croit trop souvent. C'est tout un métier. Passionnant sans doute, mais un rude métier.

Si, ayant admiré l'aventure, on en vient à la somme des services rendus au mental français et à la défense de la patrie fran-

çaise par le journal de Bainville, Daudet et Maurras, alors c'est notre piété filiale qui est appelée à se recueillir, à honorer et à transmettre.

La France toujours menacée

Je n'ai connu personnellement ni Daudet ni Bainville. Mais j'ai connu Maurras ! C'est lui-même qui m'a convié à écrire dans *L'Action Française* sans que j'aie osé être candidat à un tel honneur. Et si je lis toujours avec plaisir et profit Bainville et Daudet, c'est à Maurras surtout que je me sens redevable. Soixante-quatre ans ont passé depuis le jour où Maurras m'écrivait cette ample exhortation que l'on connaît, m'incitant à prolonger l'une des visées de son parcours intellectuel : la rencontre entre son "empirisme organisateur" et la théologie catholique. Il m'indiquait de la prolonger sur la « voie royale et semi-divine » qui s'élèvera jusqu'à la « définition du Bien, du souverain Bien ». Soixante-quatre ans, ce ne serait point trop tôt pour me demander ce que j'ai fait d'une telle invitation.

Mais disons d'abord que notre génération, pas moins que celle de Maurras, aura vécu, comme il disait lui-même, « dans une France labourée par d'immenses divisions de pensée où, non seulement son sort, au civil et au militaire, mais son idée même, et l'avenir de son unité mentale, de son langage même, étaient menacés ». Et nous avons nous aussi passé notre vie publique sur une colline balayée sans arrêt par le feu de la subversion sociale, politique et religieuse. Comment aurions-nous pu y installer un tranquille laboratoire intellectuel, en quelque sorte une académie, comme chez Platon ? Il ne nous a pas été donné souvent de pouvoir deviser de toutes choses philosophiques en baignant paisiblement nos pieds dans les eaux fraîches que quelque *Ilissos*, à la manière de Socrate et de ses disciples.

Nous avons été plus souvent menacés de la situation de Platon débarqué par trahison à Egine en guerre contre Athènes, et vendu comme esclave.

La piété naturelle tarie

Pour la rencontre avec son empirisme organisateur, Maurras a nommé la "théologie" quand on aurait attendu la "philosophie". Mais c'est bien ce qui s'est passé,



c'est avec la théologie que la rencontre a eu lieu (la théologie n'en a évidemment pas exclu sa chère servante, *l'ancilla theologiae*). C'est surtout la théologie morale qui a été mise à contribution ; c'est aux bienfaits temporels de la piété filiale et nationale, et aux conséquences de l'impiété contraire, que j'ai sans doute apporté le plus d'insistance ; bienfaits et conséquences enregistrés par l'expérience historique. Tout au long de ces soixante-quatre années j'ai désigné le tarissement de la piété naturelle comme le cœur de l'hérésie du XX^e siècle (dont le XXI^e a joyeusement hérité) ; j'ai désigné ce tarissement comme la cause de l'erreur pastorale de l'Église et comme la subversion principale des sociétés.

Mes travaux en ce sens ont retenu l'attention d'une partie du clergé. Cela aussi relevait de l'exhortation maurrassienne : un « bon clergé instruit et capable d'instruire » qu'il « faut arracher aux docteurs distraits », et auquel il

convient de proposer « un système complet, cohérent, continu de l'expérience historique française et de la plus haute théologie ». J'ignore dans quelle mesure ces travaux-là seront éventuellement intégrés un jour dans le patrimoine de l'école maurrassienne.

Ma distinction entre la démocratie "classique" et l'autre, la "moderne", la "religieuse", a intéressé quelques cercles catholiques davantage semble-t-il, que les cercles maurrassiens. Il en va

de même du renouvellement apporté à la critique des "droits de l'homme" par la mise en valeur d'une analyse que l'on peut dire politico-religieuse, ou empirico-théologique.

Des vérités capitales

L'édition des *Œuvres capitales* de Charles Maurras a été, dit-elle, « établie par l'auteur dans la dernière année de sa vie ». Maurras est mort en novembre 1952. Les quatre tomes de cette édition ont été achevés d'imprimer au troisième et au quatrième trimestre 1954. Faut-il vraiment attribuer à "l'auteur", ou bien à ces dix-neuf mois entre la mort et la parution, la responsabilité d'en avoir retranché une partie considérable de l'œuvre maurrassienne, précisément toute celle qui touche aux préoccupations, aux idées, aux combats visés par l'exhortation qu'il m'avait adressée ?

Rien, dans ces *Œuvres capitales*, de ses lettres au Souverain pontife, celle à saint Pie X, celle

à Pie XI. Rien du célèbre *Dilemme de Marc Sangnier*. Rien de sa *Politique religieuse*. Ni de son *Action française et la religion catholique*. Ces trois livres, réunis en un seul, constituent l'inouïable somme parue sous le titre de *La Démocratie religieuse*. Rien donc de son fameux « *Je suis romain* ». Rien de son *Bienheureux Pie X*, qui annonce en la première page de son avant-propos : « *Je vais écrire à l'instant tout le nécessaire. Vous le garderez comme un testament.* » Rien ? Si, pourtant : un morceau de son "introduction générale" a été retenu sous le titre : *Politique naturelle et politique sacrée*. C'est très peu. Ce très peu, c'est Maurras lui-même qui l'« a ajouté », est-il précisé à la page 158 du tome II. Ajouté ? Cela avait donc commencé par manquer ! Tout ce qui touchait au politico-religieux avait d'abord été exclu, mais par qui, mais pourquoi ?

Et cet "ajout" tardif ne comble guère la lacune constatée *in extremis*. Car en cette même première page du *Bienheureux Pie X*, Maurras écrivait : « *Il y a des choses à dire, dont peu de gens se soucient. Bien des vérités capitales auront pâli dans les mémoires. Il en est même qui ne seront plus guère connues que de moi. Je ne peux les laisser s'enfuir avec mon reste de vie.* »

Ces "vérités capitales" n'ont cependant pas trouvé place dans les *Œuvres*... capitales. Voilà un motif de ne pas oublier que si cette édition est utile et mérite d'être appréciée, il ne faut pas s'y limiter.

JEAN MADIRAN

Nous remercions bien vivement Jean Madiran de ces rappels capitaux ainsi que de son témoignage. En dénonçant ceux qui ont laissé tarir la piété naturelle il va à l'essentiel. Victimes hélas d'une situation qui nous oblige de plus en plus à un combat politique incessant, nous n'avons pas pu ces dernières décennies accorder toujours la priorité à l'étude des développements religieux de la pensée de Maurras. Nous n'en avons pas moins donné de larges échos aux travaux de Jean Madiran sur les "deux démocraties" et sur les "droits de l'homme". Nous déplorons nous aussi que La Démocratie religieuse n'ait pas été retenue dans les Œuvres capitales, mais elle n'en a pas moins été rééditée par les Éditions latines en 1978, avec une très pertinente préface... de Jean Madiran.

M.F.

ROME ET LA FRATERNITÉ SAINT-PIE X

Des rumeurs de "sanctions" contre la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X ont agité les médias début juillet. Pour redonner à cette affaire ses justes proportions, mieux vaut s'en tenir au bulletin d'information *DICI* que publie la Fraternité. On y apprend qu'effectivement le 4 juin, le cardinal Castrillon Hoyos, président de la

Commission *Ecclesia Dei*, relevant à Rome M^{gr} Bernard Fellay et son deuxième assistant, l'abbé Alain-Marc Nély, leur avait remis un *memorandum* exigeant une réponse pour la fin juin. En fait le document présentait des exigences de caractère très général : répondre à la « *générosité du pape* », éviter toute intervention trop polémique, ne pas se poser en « *contraposition* » avec l'Église, respecter en toute

charité l'autorité du Vicaire du Christ. Des exigences qui tenaient, selon *DICI*, à obtenir un climat favorable pour un « *dialogue ultérieur* », que la Fraternité souhaite pour sa part situer « *au niveau doctrinal* », prenant en compte toutes les questions (notamment les difficultés concernant Vatican II) « *qui, si elles étaient éludées feraient courir le risque de rendre caduc un statut canonique établi dans*

la précipitation ». C'est dans ce sens qu'a répondu M^{gr} Fellay le 26 juin, affirmant son respect de l'autorité du Vicaire du Christ et sa volonté de transmettre, comme disait M^{gr} Marcel Lefebvre, « *ce qui a été cru toujours, partout et par tous dans l'Église* ». Le cardinal Castrillon Hoyos a accusé réception de cette réponse le lendemain. Pas de commentaire pour l'instant.

M.F.

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Georges Ferrière, Michel Fromentoux,
Nicolas Hainaut, Stéphane Piolenc
Étranger : Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Sarah et Stéphane Blanconnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont,
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,
Norbert Multeau, Jean d'Omiac,
François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margaillan,
René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Médias : Denis About.
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

Nicolas Sarkozy a donc présidé le défilé du 14 juillet devant un parterre non pas de rois comme Napoléon offrant jadis la comédie à Erfurt, mais de chefs d'État et de gouvernement. Ils étaient presque quarantaine restés à Paris au lendemain du lancement de l'Union pour la Méditerranée. Avouons d'abord que l'image d'une telle tribune ne peut laisser aucun Français insensible : notre pays serait-il en train de reprendre un rôle éminent dans le monde ? Le Président lui-même n'est-il pas apparu comme un "faiseur de paix" ? Tout semblait lui sourire en ce jour de fête nationale : un vrai temps d'été, un défilé impeccable, une armée cachant superbement ses raisons de mécontentement, la présence, comme invité d'honneur, du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, la présence aussi, à la "garden party" de l'Élysée, d'Ingrid Bétancourt récemment délivrée des mains des FARC et adulée par tous... Pourtant, la parenthèse refermée, dès le lendemain, les réalités reprennent le dessus, et l'esbroufe n'a plus sa place.

La France dans le monde

En fait, en politique étrangère, un président de la République sera toujours, pour reprendre un terme dont il use parfois abusivement, un amateur. Il faut en ce domaine "patience et longueur de temps", ce dont plus que tout autre est dépourvu M. Sarkozy, qui, d'ailleurs, n'a plus que quatre ans devant lui, (peut-être neuf)... C'est dans la durée que se révèlent les fruits d'une grande initiative diplomatique dont on peut dire avec Jacques Bainville que c'est une chose essentiellement royale. Or, l'actuelle république ne jouit même pas de la liberté de sa diplomatie : n'a-t-il pas fallu déjà transformer le projet sarkozien d'Union méditerranéenne en une flasque Union pour la Méditerranée, afin de ne pas chagriner le chancelier allemand M^{me} Angela Merkel ?

Bien sûr, avoir réussi à faire s'asseoir autour d'une même table

UN PARTERRE DE CHEFS D'ÉTAT...

Sarkozy tempête en Méditerranée

Le président de la République joue les faiseurs de paix, sans avoir étouffé tous ses démons droits-de-l'homme.



L'Armée a défilé avec dignité, rentrant sa colère...

des chefs d'État dont certains sont en guerre n'est pas un mince exploit et il est permis d'espérer que l'audace même de notre président aura déclenché un déclic salutaire. Mais si un accord semble s'être établi entre M. Bachar al-Assad, président de la Syrie, et M. Michel Sleimane, nouveau président du Liban (on a parlé d'un « pas historique »), on aura remarqué que le même Bachar al-Assad et le président israélien Ehoud Olmert se sont soigneusement évités. On ne saurait régler la question de la poudrière du Proche-Orient par de simples effets de spectacle...

Au-delà de la personne de Nicolas Sarkozy, reste que la France hérite de liens historiques avec cette région du globe, et si l'Union pour la Méditerranée pouvait contribuer à les renouer cela servirait la cause de la paix, même s'il faut parfois faire passer le réalisme avant de légitimes ressentiments, et imposer, par exemple, la dure épreuve à des casques bleus français de défilé devant le président syrien présumé responsable de l'attentat du Drakkar

en 1983 ayant tué cinquante-huit de leurs camarades. Ils ont marché avec une grande dignité, rentrant leur colère, loin des criaileries d'une péronnelle nommée Ségolène Royal jetant de l'huile sur le feu par des propos inconsidérés dont elle a fait sa spécialité ces derniers jours en tous domaines.

Minable Cohn-Bendit

Dans le même ordre d'idées l'altercation qui eut lieu le 10 juillet au Parlement européen entre le président Sarkozy et le député Daniel Cohn-Bendit est révélatrice de cet état d'esprit privilégiant les "bons sentiments" au détriment des faits. L'ancien agitateur de Mai 68, qui, alors, ne craignait pas de s'acoquiner avec les maoïstes, a dit au président de la République que c'était « minable d'aller à l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin ». À quoi M. Sarkozy a répondu fort justement qu'il ne pensait pas « que l'on puisse boycotter le quart de l'humanité ». Les gémissements

sur les Droits de l'Homme ne sauraient inspirer une bonne politique. En quoi le boycott massif de Jeux de Moscou en 1980 a-t-il servi à la débâcle de l'empire soviétique ? Le rayonnement de Jean-Paul II, pape polonais, a beaucoup plus contribué à renverser le rideau de fer que toutes les gesticulations spectaculaires des politiciens occidentaux.

M. Sarkozy a donc raison de se rendre à Pékin, mais le pire est que la Chine, elle, exige plus encore. Son ambassadeur à Paris, Kong Quan, somme aujourd'hui le président français d'ignorer le dalaï-lama lors du séjour qu'effectuera celui-ci en août à Paris. Sinon les conséquences pourraient être « graves » pour les relations, notamment commerciales, entre les deux États. M. Sarkozy réserve prudemment sa réponse, mais il est quand même étrange que la Chine impose à la France un tel devoir de "non-ingérence" dans les affaires chinoises qu'elle n'a jamais demandé à George Bush ni à Angela Merkel... C'est dire le travail qui incombe à notre classe politique pour rehausser et faire

respecter l'image de la France dans le monde... L'homme qui rassemblerait quarante chefs d'État autour de lui ce 14 juillet n'est pas un homme libre.

La comédie des Droits de l'Homme

Mais pourquoi diantre avoir voulu faire lire par l'acteur Kad Merad la fameuse Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 devant la tribune d'honneur du 14 juillet, tel un cours de philosophie politique à l'usage des chefs d'État ? Chacun sait que cette proclamation n'a jamais engagé personne, qu'elle a laissé se commettre les pires exactions dans le monde ces 219 dernières années et qu'elle a même maintes fois servi à les justifier.

Exaltation de l'individu absolutisé, détaché de tous ses liens naturels et surnaturels, donc sans défense contre les idéologies massifiantes, cette Déclaration est fort utile, notamment les articles 3 et 6, aux régimes qui entendent écraser les hommes concrets sous le joug d'une entité collective et totalitaire censée mieux connaître qu'eux ce qu'est leur bonheur... Alors, croire qu'entendant cette rengaine, des chefs d'État en viennent à s'interroger sur les procédés de répression qu'ils utilisent chez eux, c'est du pur angélisme. Jadis la monarchie capétienne servait de modèle de justice et de charité, de respect des traditions chrétiennes et des lois non écrites. La liturgie droit-de-l'hommeiste froide et formaliste ne peut en rien enrichir l'image de la France dans le monde...

Ajoutons que ce 14 juillet apparemment glorieux a été de ci de là fidèle à celui de 1789 "libérant" les instincts populaires. Près de 300 voitures (seulement disent les médias...) ont brûlé en France dans la nuit du 13 au 14. Cela aussi fait partie de la réalité d'un régime qui entend donner des leçons au monde, de même que la cote de popularité toujours très basse du président, de même aussi que ce mal chronique d'une république de plus en plus mal dans sa peau : le débat sur la réforme des institutions dont devait surgir aux dires de M. Sarkozy une république « irréprochable », mais qui, au Sénat ce 15 juillet, s'annonce fort difficile alors que le Congrès doit se réunir à Versailles le 21 juillet pour en voter le texte... Encore de beaux jours de discussions oiseuses engendrant perte de temps et d'argent. Il en est ainsi depuis que 1789 a rompu avec la constitution millénaire qui a fait la France en conjuguant harmonieusement ordre et libertés. À ce sujet aussi l'on peut se demander quelle image donne d'elle-même une France sans cesse en train de réviser sa constitution...

MICHEL FROMENTOUX

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

À la suite de la fausse nouvelle diffusée sur Radio Courtoisie de l'arrêt de la parution de *L'Action Française 2000*, une lectrice fidèle nous écrit : « Nous avons été particulièrement chagrinés d'entendre cette personne à Radio Courtoisie. Vous avez bien fait de mettre ce petit article qui remet les choses au point. Du coup je vous adresse un petit chèque. »

Merci à cette lectrice, merci à nos amis qui ont participé nombreux, cette quinzaine, à notre souscription.

Nous lançons un appel à tous ceux qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils pensent à nous envoyer leur obole avant de partir en vacances. Ils nous

Pour continuer...

aideront ainsi à passer les mois d'été, une période financièrement toujours difficile pour la presse d'opinion. Profitez enfin de vos vacances et de vos déplacements pour faire connaître *L'Action Française 2000* autour de vous. Bonne lecture et bon été d'Action française.

MARIELLE PUJO

* Prière d'adresser vos dons à M^{me} Geneviève Castelluccio, *L'Action Française 2000*, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 9

"100 euros pour l'A.F." : Anonyme, 100 ; M^{me} Monique Labadie, 100 ; M^{me} Arnaud-Dubreuil, 100 ; M^{me} Capet-Sellenet, 100 ; M^{me} Pierre Vuillerme, 100 ; François Callais, 100 ; M. François Métin, 300 ; Estève Fernand, 120, J. Lamonerie, 200 ; Jean Coudère, 200 ; M^{me} Francine Remacle, 100 ; Mlle Renée Raufast, 250.

En mémoire de Pierre Pujot : Amadeu Ciscar-Penella, 450.

Virements réguliers : Joseph De Lajudie, 20 ; Jean-Michel De Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,48 ; M. Bellegarde, 15,24 ; M^{me} M.M. God, 22,87 ; M^{me} Gancel, 45,73 ; M^{me} de Prittwitz, 45,73 ; Gal Le Groignec, 15,24 ; M. Thomas, 45,72 ; M^{me} Leclercq-Bourin, 28.

Total de cette liste : 2 483,63 €
Listes précédentes : 8 643,04 €

Total : 11 126,67 €
Total en francs 72 986,17 F



» COUACS

S'exprimant sur *France 3* le 30 juin, alors que la France devait présider le Conseil de l'UE dès le lendemain, Nicolas Sarkozy s'était inquiété de la difficulté que feraient peser les « *pays lettons* » sur la négociation du paquet énergie-climat. Sans doute voulait-il parler des pays baltes, manifestant tout l'intérêt qu'il porte à des États dont il prétend pourtant resserrer les liens avec la France... La responsabilité de la "gaffe" suivante est partagée avec une entreprise néerlandaise, qui a fabriqué pour la **présidence française de l'Union européenne** un immense ballon-monde orné des vingt-sept drapeaux des États membres, suspendu dans le hall d'entrée du bâtiment Justus-Lipsius, le siège du Conseil des ministres à Bruxelles. C'est paraît-il très joli... mais les couleurs du drapeau de la Finlande y sont inversées ! L'affaire ferait grand bruit dans ce pays nordique, selon Jean Quatremer qui a révélé l'affaire en France après en avoir été informé par un confrère finlandais, correspondant à Paris du quotidien économique *Kaup-palehti*. Un bel exemple de professionnalisme.

» GARDE À VUE

Le 1^{er} juillet, quatre militants souverainistes, indisposés par la présence du fanion bleu étoilé au sommet de l'Arc de Triomphe, ont été interpellés sur les Champs-Élysées par des policiers en civil, déployant un drapeau tricolore frappé de la croix de Lorraine au cri de « *Europe, trahison !* » Cela leur aura valu vingt-quatre heures de garde à vue, ainsi que des poursuites pour trouble à l'ordre public et... injure envers le chef de l'État. Leur nostalgie du gaullisme provoque apparemment une crispation démesurée des autorités ! Mais peu de médias ont fait écho à leur geste, dont la récupération suscite pourtant des controverses entre différentes officines souverainistes. À quoi bon ? La plupart de nos concitoyens n'y auront vu qu'un « *monôme de potaches* », selon l'expression de Kardaillac, modérateur du forum *Vive le Roy* (3 juillet 2008). C'est hélas insuffisant pour les encourager à "continuer la France". Pour Jean-Philippe Chauvin, cet incident « *devra ouvrir les yeux des quelques gaullistes politiques qui, s'ils veulent sortir de la nostalgie des années soixante [...], doivent désormais penser en véritables "politiques" les grandes questions [...] de la nation et de l'État.* » (jpchauvin.typepad.fr, 8 juillet 2008)

G.D.

■ ENSEIGNEMENT

Faut-il enterrer le brevet ?

La plupart des collégiens obtiennent leur brevet sans difficulté. Enrichie cette année de quelques nouveautés, cette épreuve n'en demeure pas moins un "rite de passage" incontournable.

L'année 2008 a été "un bon cru" : le taux de réussite au brevet des collégiés atteint 81,7 %. Bons élèves ou exercices faciles ? Pour ce qui est du sujet de mathématiques, rien à démontrer. Simples calculs où la réponse est dans l'énoncé. La consigne de notation est claire : même si le résultat est faux, s'il y a eu un "raisonnement", des points (jusqu'à la moitié pour l'exercice en question) peuvent être attribués à l'élève. Un petit QCM, et, enfin, un peu de géométrie : là non plus, rien à démontrer, aucun emploi de théorème n'était demandé.

Niveau affligeant

Le français ? On réclame de la paraphrase ; recopier bêtement l'extrait du texte, sans explication aucune, vous permet d'avoir la moyenne. Je ne parle pas de l'orthographe, les négligences en la matière étant suffisamment décriées par de nombreux professeurs (dont le collectif Sauver les Lettres, que nous saluons au passage pour son excellent travail de sensibilisation).

L'histoire-géographie est la dernière des trois épreuves écrites qui constituent le brevet. Les élèves qui ont choisi l'épreuve d'histoire n'ont pas eu de souci de chronologie : toutes les dates étaient données sur un sujet pourtant des plus "classiques" : l'Allemagne nazie. Le plan du paragraphe argumenté était même dans la légende de la carte ! Pour ceux qui ont choisi la géographie, le sujet portait sur la puissance française dans le monde. Enfin !

On apprend à nos chères petites têtes blondes que la France est un grand pays ! Nous avons tout de même trouvé des professeurs pour se plaindre auprès du ministère de l'Éducation nationale. Motif ? Le sujet ne faisait pas as-



sez écho, à leur goût, aux faiblesses de la France ; dans un sujet sur la puissance, quoi de plus normal ! Mais là non plus, aucune réflexion n'est jamais demandée à nos enfants. On nous dit qu'ils sont trop jeunes ! À 14 ans, incapables de réflexion ? À qui voudrait-on faire croire cela ?

Mesures de bon sens

Mais une question nous vient à l'esprit : à quoi sert encore cet examen qui ne conditionne même pas le passage en seconde ? Quelques nouveautés ont été mises en place cette année. Les élèves se présentant au brevet doivent avoir leur niveau A2 en langue vivante. C'est-à-dire qu'ils peuvent choisir la langue étrangère de leur choix (LV1 ou LV2) et doivent justifier d'un niveau de

deux années d'apprentissage. Ce qui nous donne donc, s'ils choisissent l'anglais, un niveau "officiel" de fin de 5^e. C'est peu, mais c'est mieux que rien. Puis ils doivent avoir obtenu leur "B2i", terminologie barbare qui signifie en fait "brevet informatique et Internet". S'ils ne le valident pas, ils ne peuvent prétendre à passer l'examen du brevet. Enfin, les candidats ont désormais la possibilité d'obtenir des mentions : assez bien pour une moyenne supérieure à 12, bien pour une moyenne supérieure à 14 et très bien lorsque la moyenne est supérieure à 16. Ce qui peut susciter une motivation supplémentaire pour les meilleurs élèves et une saine émulation pour tous.

Ces trois nouveautés vont dans le bon sens, c'est certain. Mais le brevet des collèges reste globalement le même. On l'a, on le met au placard et moins de deux années plus tard, on prépare déjà les premières épreuves du bac... Oui mais les autres ? Ces enfants qui quittent l'école après la troisième, après une seconde générale durant laquelle ils n'étaient pas aptes à suivre, ces 160 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans diplôme... Pour les bobos, nantis et nouveaux riches, le brevet des collèges n'est rien. Pour ces enfants en difficulté, c'est bien souvent leur seul diplôme. C'est tout ce que le système leur a apporté en douze ans. C'est peu, mais ne leur enlevons pas encore cela.

Quant au contrôle continu, s'agit-il d'un bon compromis ? Tout d'abord, je vous dirai que tous les compromis comportent une né-

cessaire part de bâtardise. Ensuite, il serait bon qu'à 14 ans, on ne traite plus ces enfants comme des idiots, mais comme des écoliers qui sont là pour apprendre et réfléchir ! Aux professeurs d'élever leurs élèves et non pas de s'abaisser à leur niveau. Et l'examen élève ces petits. Il leur fait prendre conscience que c'est "sérieux". Ils vont dans un autre établissement, ont une table à leur nom, des entêtes de copies à remplir avec précision, les cartables à mettre au fond de la classe... des conditions normales d'examen ! Pour ces enfants, c'est une première et c'est très important. Notre société a désenchanté tous les "rites de passage", le brevet en est pourtant un dans leur esprit. Ils sont fiers d'avoir réussi quelque chose de "difficile" pour eux. Pour une fois, on ne s'est pas mis à leur portée, ils ont dû se conformer aux exigences de l'examen.

Un garde-fou

Il y aurait certes beaucoup à améliorer dans ce brevet des collèges, tout à revoir dans le système scolaire en général... Mais même dévalué, même avec des exercices pour abrutis, le brevet des collèges, comme examen national, reste un garde-fou. Les "faut qu'on", "y'a plus qu'à" et autres critiques constructives ou non, ne sont pas une raison pour supprimer ce qu'il reste de bon dans notre système scolaire. Dans l'état actuel des choses, mieux vaut défendre ce qui est encore un bien - même petit - plutôt que de tirer à boulet rouge sur tout ce que fait le gouvernement républicain. Soyons clairvoyants sur ce qui va mal aujourd'hui, mais surtout réfléchissons à ce qui pourra être amélioré demain ; parce qu'en tant que royalistes, nous avons le regard tourné vers l'avenir, et vers nos enfants.

LAURE MARGAILLAN

■ APRÈS LA TRAGÉDIE DE CARCASSONNE

Le grand malaise des armées

Entre le Président et les militaires, on est passé du trouble au malaise, voire à la crise de confiance.

Nous soulignons dans notre précédente édition le trouble que provoquait au sein des armées le *Livre blanc de la défense* présenté officiellement par Nicolas Sarkozy le 17 juin. Les événements qui ont suivi, certains fortuits comme la tragédie de Carcassonne, d'autres non comme le cafouillage ministériel autour de l'annonce du remodelage de la carte militaire, dont les reports répétés nourrissent toutes les craintes, laissent penser que l'on est passé du trouble au malaise voire à la crise de confiance entre le Président et les militaires.

Reprenons la chronologie : le 17 juin, Nicolas Sarkozy annonce la suppression de 54 000 postes



sur six ou sept ans ; le 19 juin un certain nombre d'officiers publie dans *Le Figaro* sous le pseudonyme de Surcouf une critique en règle du Livre blanc ; le lendemain du drame de Carcassonne, le 30 juin, Nicolas Sarkozy pique

une colère contre ce qu'il appelle « *l'amateurisme* » des militaires ; le 1^{er} juillet c'est la démission du CEMAT, le chef d'État-Major de l'Armée de terre, le général Bruno Cuche, immédiatement remplacé à ce poste par le général Elrick Irastorza ; le 2 juillet l'ANRAT (l'Association nationale des réservistes de l'Armée de terre) s'émue de l'annonce du gel de la plus grande partie des activités de la réserve opérationnelle à compter du 1^{er} septembre ; le 3 juillet Hervé Morin annonce qu'une enquête est en cours en vue de sanctionner les membres du groupe Surcouf (par la suite le discours du ministre s'adoucit afin de faire taire les rumeurs de

"chasse aux sorcières") ; le 13 juillet enfin, à la veille du traditionnel défilé militaire, le Président adresse un message solennel aux armées pour leur renouveler sa confiance, signe non équivoque de l'état désastreux dans lequel se trouvait ladite confiance !

Un gonflement médiatique

Bien sûr, il ne faut pas négliger une certaine gonflement médiatique autour de tous ces événements. La démission du général Cuche après Carcassonne semble, par exemple, être plus la conséquence du sens de l'honneur et de la responsabilité d'un chef que l'expression d'une grogne des armées contre le Président. Cependant le malaise est bien réel et le report de l'annonce des suppressions de sites et d'unités témoigne à lui seul des difficultés du gouvernement à éteindre cette crise.

THIDAL

■ IMMIGRATION

Les lobbies ont de beaux jours devant eux

Une politique de l'immigration nécessiterait un minimum de courage et de combativité, et surtout un sens aigu du Bien commun.

Bis repetita placent, pensent certains de nos lecteurs devant cette chronique consacrée à nouveau à la question de l'immigration... (cf. notre article paru dans le dernier numéro de *L'AF 2000* intitulé *Les immigrés victimes de l'antiracisme*). Il ne s'agit pas d'un manque d'inspiration de notre part et, si le sujet ressemble à s'y méprendre à un serpent (à lunettes) de mer, il n'en est foncièrement rien, tant le débat sur cette question vitale est loin d'être épuisé.

Mazeaud contre la nation

Le rapport de la Commission Mazeaud sur le cadre constitutionnel de la nouvelle politique d'immigration, rendu au ministre de l'Immigration, Brice Hortefeux, le vendredi 11 juillet et intitulé, dans une *novlangue* mièvre et sans contenu, *Pour une politique des migrations, transparente, simple et solidaire*, propose finalement de ne modifier qu'à la marge le droit des étrangers.

Chiraquien patenté, Pierre Mazeaud est l'ancien président du Conseil constitutionnel ; sous son magistère a été décidé, pour le plus grand malheur de la France, d'une part, qu'aucun obstacle constitutionnel ne doit empêcher la transposition des directives européennes dans notre droit (à moins d'une prohibition hypothétique contenue dans notre Constitution ; décision du 10 juin 2004), d'autre part, que la primauté du droit européen sur le droit français, telle que consacrée par la Constitution européenne, ne change pas de nature du seul fait de cette dernière (décision du 19 novembre 2004). La première décision ravalait purement et simplement notre droit à un rang subalterne, pendant que la seconde parachevait la destruction de notre souveraineté en faisant mine de ne pas voir que le traité constitutionnel, heureusement rejeté *ad referendum*, renforçait cette primauté du droit européen.

Mazeaud, faux homme de droite mais vrai mondialiste, n'est donc évidemment pas crédible à la tête de ce comité Théodule chargé de "réfléchir" sur l'immi-

gration en France. La preuve en est, d'ailleurs, du rejet « *des recettes radicales purement nationales* » (*sic*) dans le traitement politique et juridique de l'immigration. On observera la posture systématiquement péjorative et carrément dépréciative à l'égard de tout ce qui pourrait provenir

est dépourvue « *d'utilité réelle [...], irréalisable et inefficace contre l'immigration irrégulière* ». Le rapport plaide, en revanche, très clairement pour une augmentation de l'immigration légale de travail, voire même pour la « *découpler* ». Proprement ahurissant ! Mais ce n'est pas tout.



de notre génie national, lui préférant d'improbables et inopérantes « *voies empiriques et multiformes, en étroite concertation avec nos partenaires européens* ».

L'invasion continue

Les *non* français, hollandais, et, récemment, irlandais, n'ont manifestement pas découragé nos eurobéats, plus aveuglés par l'idéologie qu'animés par une ferme et fière volonté d'indépendance française, grâce à laquelle l'originalité politique le disputerait énergiquement à une diplomatie ouverte et bienveillante mais néanmoins hardie et assumée. Au lieu de cela, c'est la même méthode qui est employée : ne pas décevoir les *lobbies* immigrationnistes tout en faisant preuve, sous des allures de matamore en jupon, de la plus molle et de la plus écœurante couardise !

Mazeaud nous expose sur un ton docte, prenant ainsi le reste des Français pour des abrutis, que la question de l'immigration est à ce point complexe qu'elle ne peut être confiée qu'à d'éminents spécialistes (dont il est, bien sûr). Le ministre Hortefeux semble, à l'évidence, ne pas en faire partie si l'on en juge par les termes du rapport qui considère que la politique des quotas migratoires

La commission suggère également une simplification des procédures pour lutter contre l'immigration illégale. On souscrit volontiers sauf qu'en fait de simplification on nous propose sans rire la création d'un « *recours administratif obligatoire avant tout recours contentieux contre un refus de séjour opposé à un étranger résident* », la suppression de « *l'obligation de quitter le territoire français (OQTF), sans rétablir la notification de l'arrêté de reconduite à la frontière (ARF)* ». Ces deux types d'actes administratifs sont pris par l'autorité administrative (généralement le préfet) au cas où l'étranger s'est vu refuser la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour et s'il n'a pas respecté le délai de départ volontaire (OQTF) ou lorsqu'il est entré et s'est maintenu irrégulièrement sur le territoire français (ARF). Autant dire que si ce rapport devait entrer dans le droit positif, les immigrés illégaux (qui n'en espéraient pas tant d'un pays déjà largement favorable à leur accueil et plus que complaisant à leur égard) afflueraient tous vers notre pays pourtant grandement ouvert à tous les vents, notamment ceux du Sud.

Se privant, depuis de nombreuses années, de tous moyens spécifiquement nationaux visant à la maîtrise des flux migratoires,

la France (ou ce qu'il en reste), doit chaque fois aller à Canossa devant le Conseil ou la Commission, pour quémander, négocier et (trop) souvent reculer et brader sa souveraineté. Le Pacte européen pour l'Immigration que Brice Hortefeux tente de vendre à ses homologues européens (sommet européen de Cannes des 7-8 juillet 2008), ne fait guère l'unanimité dans le concert de l'Union européenne, notamment sur le chapitre de l'arrêt des régularisations massives d'immigrés clandestins.

Pacte européen pour l'Immigration

L'Espagne et l'Italie avaient opté pour une telle solution, sans mesurer les répercussions que cette politique socialiste ou sociale-démocrate (Prodi en Italie avant le retour de Berlusconi et Zapatero en Espagne furent les chantres de celle-ci) pouvait avoir sur le reste de l'Europe. C'est, dire que les nations sont encore une réalité forte (même et surtout en Europe) dans la mesure où toute décision politique d'un État membre, dès lors qu'elle est inspirée par des motifs idéologiques inhérents à l'identité ou à l'origine politique de ses gouvernants, affiche une indifférence absolue vis-à-vis des autres partenaires européens. Il ne faut donc pas grand-chose, en définitive, pour que chacun des États de l'Union s'extirpe du carcan communautaire. Cela nécessite, malgré tout, un minimum de courage et de combativité et surtout un sens aigu du Bien commun.

Quoi qu'il en soit, si l'Espagne semble vouloir revenir sur les régularisations massives, elle adhère pleinement, à l'instar de la Grèce, par exemple, au dangereux concept d'"immigration choisie", notamment celle du travail. Sarko l'Américain préconise même une "carte bleue", analogue à la *green card*, américaine pour favoriser l'immigration de travailleurs hautement qualifiés. Cela laisse perplexe quant au visage de l'Europe dans quinze ou vingt ans...

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

SIGNES DES TEMPS

» PROMESSE

Pendant la campagne, Nicolas Sarkozy avait annoncé le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Et sur les 70 000 départs prévus en 2009, 30 000 ne seront pas remplacés. Nicolas Sarkozy s'apprête donc à réussir l'exploit de mécontenter ses partisans en ne tenant pas ses promesses de campagne et de mécontenter ses adversaires en réalisant partiellement ses promesses.

» SAINTE INGRID

Plus que tout autre, notre siècle semble avoir besoin de se trouver des icônes. La dernière en date, Ingrid Betancourt, incarne la vérité et la bonté absolue, pour la seule raison qu'elle a passé six ans dans la jungle. Ingrid est si sainte que l'hebdomadaire *La Vie* nous apprend qu'elle souhaitait rencontrer le pape pour lui dire ce qui ne va pas dans la religion catholique. « *Par exemple, pourquoi l'Église catholique s'arroge le droit d'excommunier des gens alors que Jésus n'a jamais excommunié personne ?* » Gaçons que les médias pardonneront difficilement au Saint Père de ne pas adapter sa religion aux desiderata de la nouvelle sainte médiatique.

» BLABLA

Pour Rama Yade, secrétaire d'État en charge des Droits de l'homme, il faut se féliciter que, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, on n'ait « *jamais autant parlé des droits de l'homme* ». Curieuse stratégie cependant que de recevoir comme des hôtes de marque les dictateurs du monde entier pour "faire parler" des droits de l'homme.

» RESTAURATION

Les médias ont relayé avec complaisance les déclarations de la Commission européenne qui s'est déclarée favorable à une TVA réduite à 5,5 % sur la restauration. C'est pourtant une non-information puisque la Commission européenne soutient depuis longtemps cette idée. Le problème, c'est qu'une telle décision doit être adoptée à l'unanimité des vingt-sept États-membres. Les restaurateurs et leur clients devront donc encore patienter de longues années avant que ne soit réalisée la promesse faite par Jacques Chirac en 2002 !

GUILLAUME CHATIZEL

» CRUCHITUDE

Ségolène Royal porte décidément bien mal son nom. Après l'avoir entendue sur RTL le 8 juillet, on se demande si elle n'en fait pas un complexe : « *On se croirait revenu sous l'Ancien Régime où le roi s'amuse, le roi dilapide l'argent, le roi soigne ses amis, le roi enrichit ceux qui sont déjà riches.* » Nous ne lui ferons pas l'injure de croire que l'ENA forme des esprits à ce point abrutis ; sans doute espère-t-elle flatter une opinion publique nourrie par les clichés républicains. Laurent Jofrin n'est pas convaincu. Réagissant à ses dé-

clarations incriminant le président de la République après le cambriolage de son appartement, le directeur de *Libération* déclarait sans détour le 10 juillet : « *Que dire pour défendre Ségolène Royal ? Rien.* »

» LE MONDE À L'ENVERS

On reste pantois à la lecture des premières lignes d'une dépêche diffusée par l'AFP le 11 juillet : « *Il ne faut pas être trop sévère la première fois : une enquête de la Justice menée auprès de mineurs délinquants montre leur attente d'une sanction "propor-*

tionnée à la gravité des actes commis et leur crainte d'être éloignés du milieu familial... » Fort bien : demain les voyous remplaceront sans doute les magistrats. « *Cette étude auprès de 331 mineurs suivis par la Protection judiciaire de la jeunesse [...] a été transmise au Groupe de travail sur une réforme de l'ordonnance de 1945...* », poursuit l'AFP. Espérons qu'il en fera bon usage : l'efficacité des sections dépend bien évidemment de leur perception, même si la justice ne saurait être soumise à une quelconque « *attente* » des délinquants.

G.D.

Tandis qu'à l'occasion de la conférence de l'Union pour la Méditerranée, le Premier ministre Erdogan est accueilli à Paris avec les égards qui lui sont dus, et reçu même pour un entretien en tête à tête par le président de la République, son pays traverse une période d'incertitude dont les conséquences pourraient être lourdes, et ce au-delà de ses frontières.

■ ERDOGAN SUR LA SELLETTE

Incertitudes turques

Retour de l'insécurité, doute quant à la poursuite des négociations d'adhésion à l'Union européenne, interdiction possible de l'AKP... La Turquie traverse une période d'incertitude dont les conséquences pourraient être lourdes, et ce au-delà de ses frontières.



En Turquie, l'armée se pose déjà en arbitre.

Attentat : six morts à Istanbul

Plusieurs causes à cela. D'abord le retour de l'insécurité. Attentat sanglant, six morts et plusieurs blessés à Istanbul contre le consulat américain, prise d'otages dans l'Est du pays, attaques répétées contre les forces de l'ordre dans la région kurde. Que ces forfaits soient le fait des islamistes radicaux, comme à Istanbul, ou des activistes ou terroristes kurdes comme dans l'Est ou le Kurdistan, ils démontrent que le pouvoir maîtrise mal la situation. Or, tout ce qui nuit à la sécurité des biens et des personnes nuit au tourisme, une des ressources principales du pays, et aux affaires dont la prospérité constitue le point le plus important du bilan gouvernemental.

Les milieux d'affaires, les investisseurs étrangers et les acteurs du secteur touristique constituent jusqu'à présent le principal soutien du gouvernement islamiste "modéré" d'Ankara. Le resteraient-ils si le climat se dégradait, si les touristes se faisaient moins nombreux et les investissements moins prometteurs ?

Autre point d'incertitude, l'état des négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne dont le gouvernement actuel s'est fait le champion. À l'enthousiasme des années précédentes, soutenu justement par les milieux d'affaires et le puissant secteur du tourisme, succède aujourd'hui un désenchantement croissant. D'autant plus que les négociations n'avancent

guère et que l'opinion, malgré les promesses du pouvoir, ne voit rien venir. Que pourraient apporter de plus l'Europe de Bruxelles et l'euro à la Turquie dans dix ou quinze ans, lorsque l'adhésion sera enfin effective ? Ses partisans n'ont plus d'argument valable dans ce sens. En soutenant le parti islamiste, Bruxelles s'est mis à dos tous les opposants à l'islamisme, tous les promoteurs de la laïcité de l'État, et ils sont nombreux en Turquie. Ils sont désormais euro-sceptiques car anti-islamistes. Étrange scénario !

Humiliation

En outre, une large partie de l'opinion considère comme une humiliation le fait que les négociations traînent, que rien de positif ne se dessine à l'horizon et que l'on puisse douter de la Tur-

quie. Une certaine presse attribuée à Paris la responsabilité de la stagnation du processus d'adhésion. Ce qui explique que M. Erdogan ait hésité jusqu'à la dernière minute à venir et à participer en personne à la conférence de Paris. On n'a pas hésité, dans quelques milieux "pro-Américains" à présenter l'Union pour la Méditerranée comme une "machination française" destinée à empêcher l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Ce qui est évidemment faux. Mais on le dit et certains y croient. Les égards exceptionnels faits à M. Erdogan sont destinés à dissiper ce sentiment de malaise et à contrer le mouvement antifrançais en Turquie. Seront-ils suffisants ? Rien n'est moins sûr.

Dans ce climat délétère, le plus dangereux pour le gouvernement et pour la stabilité poli-

tique du pays est sans doute la possibilité, la probabilité, voire la certitude nous disent certains amis turcs, de l'interdiction de l'AKP, le parti au pouvoir, et la mise "hors politique" de plus de soixante-dix personnalités, dont le Premier ministre Erdogan, voire le président Gül, que la Cour constitutionnelle pourrait décréter « pour atteinte avérée à la laïcité de l'État » inscrite dans la Constitution.

Le gouvernement menacé

"Coup d'État judiciaire" en préparation, dit-on déjà dans les milieux européens à Bruxelles. Mais attitude totalement conforme à la constitution turque, avec quelques précédents. En quelques minutes, le gouvernement pourrait s'effondrer, le parti au pouvoir cesser d'être légal - ses dirigeants ont déjà entamé le processus de création d'une nouvelle formation, le Nouveau Parti, pour le remplacer - et des dizaines d'hommes politiques se verraient interdits d'exercer leur activité, privés d'une partie de leurs droits civiques. Tels sont le droit et les traditions en Turquie. À la menace d'un coup d'État judiciaire brandie à Bruxelles, répond celle d'un "coup d'État contre la Constitution" évoquée par les partisans de la laïcité et les adversaires de l'islamisme.

Le vaste coup de filet antinationnaliste lancé à Ankara, et l'arrestation de nombreux militaires en retraite de haut rang dans la capitale et plusieurs villes du pays, ont été considérées comme une riposte du pouvoir, un aver-

tissement à l'opposition laïque. Une attitude jugée maladroite et révélatrice d'une grande nervosité selon de nombreux commentateurs. Ne fait-on pas ainsi de l'ancien commandant en chef de la gendarmerie, du président de la chambre de commerce d'Ankara, et de quelques autres personnes des héros d'une cause chère à une large partie de l'opinion, donc des personnalités emblématiques ?

Tout cela révèle un grand malaise. « La Turquie traverse des jours difficiles », vient de déclarer officiellement le commandant en chef de l'armée de terre turque, avant d'inviter ses compatriotes à « la prudence, au bon sens et au calme ». L'armée se pose déjà en arbitre. Les semaines à venir pourraient être chargées de surprises et d'incertitudes. Ces perspectives peu rassurantes ne concernent pas seulement la Turquie. Ce pays est une pièce maîtresse de la stabilité et de l'équilibre de la région. Il joue un rôle positif comme intermédiaire dans les négociations entre la Syrie et Israël. L'instabilité turque est dangereuse. La progression de l'islamisme que favorisent dans ce pays son gouvernement actuel et, indirectement, l'"Europe" de Bruxelles qui le soutient, sous la pression des "grands intérêts" économiques l'est aussi. Il serait regrettable que les faits divers, l'actualité "people" devenue une véritable gangrène et la torpeur de l'été détournent l'opinion d'une vigilance qui s'impose à cet égard comme l'aurait dit le regretté Pierre Pujo.

PASCAL NARI.

Le pape Benoît XVI est arrivé le 13 juillet à Sydney où se déroulent toute cette semaine du 15 au 20 les Journées mondiales de la Jeunesse, cette gigantesque rencontre internationale dont l'initiative a été prise pour la première fois par Jean-Paul II en 1985.

■ RELIGION

Les JMJ avant les JO

500 000 personnes sont attendues à Sydney, où le pape Benoît XVI est arrivé dimanche 13 juillet.

Pauvreté liturgique

Ces journées, qui regroupèrent 3 millions de participants à Manille en 1995, 1 million à Paris en 1997, 2 millions à Rome en 2000, sont en général une belle occasion de montrer à la face d'un monde mercantile et hédoniste que la jeunesse ne peut pas se nourrir seulement des discours dont l'abreuvent les politiciens et les vedettes médiatiques. Elle attend, pour s'élever au-dessus d'elle-même, une parole qui ne soit pas entièrement de ce monde et que seule l'Église a mission de lui apporter.

Bien sûr, du fait même de leur caractère titanesque et festif, les JMJ ne semblent pas avoir encore réussi à rechristianiser la planète ni à remplir les églises... Le drame est qu'il y est beaucoup plus fait appel à l'enthousiasme qu'à la réflexion profonde et que donc, après cinq ou six jours passés à applaudir des propos pontificaux de grande sagesse et d'audacieuse fermeté, ces jeunes gens et jeunes filles, revenus dans leurs paroisses, retrouvant la plupart du temps un clergé lui-même "en recherche" et qui se complaît dans la pauvreté liturgique, risquent fort de ne garder qu'un beau souvenir hors

de commun... Il est pourtant difficile de mesurer le fruit des semences de grâces dans l'intimité des âmes au cours de ces heures intenses. C'est pourquoi il sera intéressant de suivre le déroulement de ces JMJ australiennes.

Une grande ferveur

Il y a deux ans, à Cologne, Benoît XVI avait présidé pour la première fois cette grande rencontre. 1,2 million de participants l'avaient accueilli avec joie et dans une grande ferveur, faisant ainsi mentir les oiseaux de mau-

vais augure disant qu'un pape moins médiatique et plus "intérior" que Jean-Paul II ne saurait pas continuer sur cette voie. À Sydney, on attend déjà au moins un demi-million de personnes (dont au moins 3 000 Français) qui s'ajouteront aux 125 000 délégués venus de tous les continents préparer l'événement.

Pour le ministre de l'État de Nouvelle Galle du Sud, dont la capitale est Sydney, « il s'agit du plus grand rassemblement humain cette année après les Jeux olympiques de Pékin ». On assure même que pour les Australiens, qui se préparent depuis cinq ans,



« l'événement est plus grand que les Jeux olympiques de Sydney en 2000 ».

Ce lundi 14 juillet, des centaines de pèlerins rassemblés sur le port de Sydney ont assisté à l'arrivée de la croix de 3,8 mètres à l'ombre de laquelle vont se dérouler ces journées, notamment l'habituelle veillée le samedi avec les jeunes et la grand-messe en plein air le dimanche.

M.F.

PARIS AU SOMMET ?

Au Grand Palais le 13 juillet, le sommet pour la Méditerranée a réuni quarante-trois États représentés au plus au niveau, ainsi que les institutions communautaires et les organisations régionales. Le colonel Kadhafi avait décliné l'invitation, dénonçant une initiative qui diviserait le monde arabe. L'absence du roi de Jordanie étant prévue de longue date, la seule défection fut celle du souverain marocain ; Mohammed VI dépêcha son frère le prince Moulay Rachid, sans doute pour signifier sa désapprobation de la bienveillance manifestée à l'égard de l'Algérie... dont le président s'est finalement déplacé après moult tergiversations. « *Tous furent réunis autour d'une immense table, et par la grâce de l'ordre alphabétique, les pays arabes ne reconnaissant pas Israël se sont retrouvés à une distance respectable du Premier ministre Ehoud Olmert* », relevait *Le Monde* le 14 juillet. Selon *France Infos*, quelque 18 000 policiers, gendarmes et CRS étaient mobilisés... Un nouveau coup d'esbroufe orchestré par l'Élysée ? La courte vue des politiciens républicains dépasse apparemment le strict horizon européen, tant mieux ! Gardons-nous toutefois d'afficher un trop grand optimisme... À Tanger, le 23 octobre 2007, le président de la République avait invité les pays riverains de la Méditerranée à coopérer au sein d'une nouvelle organisation, s'attirant les foudres de l'Allemagne. Au Conseil européen de Bruxelles les 13 et 14 mars 2008, le chancelier allemand lui colla « *une belle claque* », selon l'expression de Jean Quatremer. L'Union pour la Méditerranée s'était substituée l'Union méditerranéenne, incluant même dans sa dénomination officielle la mention du processus de Barcelone : l'UPM se place sans ambiguïté sous la houlette de l'UE. Que reste-t-il alors du projet porté par Henri Guaino ? Les chefs d'États et de gouvernement se sont engagés à se réunir deux fois par an, avec l'ambition de travailler sur des projets concrets : dépollution de la mer, développement des axes de communication, prévention des catastrophes, promotion de l'énergie solaire, création d'un espace euroméditerranéen de l'enseignement supérieur, des sciences et de la recherche, partenariats entrepreneuriaux. Un programme dont le suivi incombera à une coprésidence - symbole d'un rééquilibrage des relations Nord-Sud - assurée dans un premier temps par la France et l'Égypte, ainsi qu'à un secrétariat paritaire dont le siège n'a pas encore été choisi. Les ministres des Affaires étrangères de l'UPM ont déjà pris rendez-vous pour en discuter en novembre prochain...

G.D.

■ BILAN EUROPÉEN

Le rêve se heurte aux réalités

Succédant au processus de Barcelone, la Politique européenne de voisinage a suscité de nouvelles déceptions. Il est temps que l'Union montre au monde méditerranéen l'importance qu'elle lui attache.

Le 30 avril 2008, le président Nicolas Sarkozy prenait la parole devant les étudiants de l'Institut national des Sciences appliquées de Tunis pour dévoiler au monde son grand dessein méditerranéen et prôner une nouvelle fois « *l'unité de la Méditerranée, l'amitié et la fraternité entre les peuples* » qui se partagent les rives de la *Mare nostrum*. Le dialogue euro-méditerranéen, noué lors de la conférence de Barcelone en 1995, avait déjà fait de ce souhait la clef de voûte de sa politique. Or, plus personne n'ose contester aujourd'hui l'infortune de ce partenariat.

Selon le président de la République, cet échec est imputable au paternalisme des Européens à l'égard des pays du Sud de la Méditerranée. Ses paroles repentantes méritent d'être brièvement citées : « *Barcelone est une erreur, parce que c'est la poursuite du dialogue Nord-Sud tel qu'il s'est instauré après la décolonisation, c'est-à-dire sur la base d'une relation inégalitaire où l'un décide et l'autre reçoit*. » À la veille de son élection, Nicolas Sarkozy n'avait-il pas promis de bannir la contrition de son mandat ? Oublions ces mots envolés et revenons à notre propos : la raison invoquée pour rendre compte de l'érosion du partenariat est naturellement trop simple, trop manichéenne même, pour être vraiment satisfaisante.

L'échec de Barcelone

Le sommet de Barcelone avait réuni l'Union européenne, ainsi que dix États méditerranéens (le Liban, l'Autorité palestinienne, Israël, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Turquie). La Libye reçut un statut d'observateur, puis, en novembre 2007, l'Albanie et la Mauritanie (pourtant éloignée de la mer) accédèrent aussi au partenariat Euromed. Les signataires convinrent de tout mettre en œuvre pour faciliter le processus de paix israélo-palestinien, de créer, à moyen terme, un marché de libre-échange méditerranéen dans une perspective clairement libérale, et de lutter sans merci contre l'immigration clandestine.

Quand vint l'heure de souffler les dix bougies du partenariat, de nombreux chefs d'État s'abstinrent pour manifester leur colère. Certains mécontents exigeaient des compensations pour atténuer la perte de recettes douanières ; d'autres se plaignaient de l'ingérence européenne et réclamaient de solides protections financières pour leurs PME balbutiantes. Aucun des engagements de Barcelone n'était tenu : le monde méditerranéen restait en proie à l'instabilité politique, avec le renforcement d'un terrorisme diffus,

comme à la crise économique, tantôt illustrée par une activité textile mise en charpie par la concurrence chinoise, tantôt associée à l'envol des prix du pétrole. L'affaire des caricatures de Mahomet et la recrudescence de l'islamisme répandirent un peu de piment dans la plaie béante.



Pour ressusciter le cadavre de Barcelone, il fut décidé d'adopter une politique européenne de voisinage (PEV) devant sceller l'intérêt mutuel de l'UE et de ses voisins à vivre au sein d'un espace de stabilité et de sécurité. Ce programme conjoint visait, selon les mots de la Commission, à promouvoir une « *bonne gouvernance* » méditerranéenne fondée sur des « *valeurs et des intérêts communs* ». Mais qu'est-ce au juste qu'une bonne gouvernance, sinon l'absence de gouvernement maître de son propre destin ? Quelles sont aussi ces fameuses valeurs communes, sinon le triomphe attendu des droits de l'homme, dont l'appétit universel interdit même de penser l'identité méditerranéenne ?

Le flou de ces ambitions masquait un changement profond de la donne géopolitique : l'écho des attentats du 11 septembre plaçait d'abord la sécurité au cœur des préoccupations européennes ; l'Union devait tenir compte ensuite de l'élargissement de ses frontières à l'Est, en particulier de l'attribution de ses subsides. Durant des années, le programme MEDA avait versé des aides aux pays du Sud afin de concourir à la prospérité méditerranéenne, mais pour quel profit ? Il ne fit que remplir le tonneau des Danaïdes.

Vers l'intégration ?

La Politique européenne de voisinage entendait bien dépasser la simple coopération pour établir une forme d'intégration économique sur le modèle de l'espace européen. Ainsi les pays voisins auraient-ils un jour le privilège de participer aux « quatre libertés de l'UE » que sont la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services. Aux yeux de tous les spécialistes, un tel espoir est une douce chimère. Quelle serait pourtant la

valeur ajoutée de la nouvelle politique vis-à-vis de la défunte, si les pays riverains de la Méditerranée n'obtenaient pas certains avantages économiques promis ? Les eurocrates ont semé les germes d'une mésentente future. Ils ne voyaient en effet que la défense légitime des intérêts stra-

tégiques de l'Union ; le versant économique des relations méditerranéennes n'était dès lors qu'un os à ronger.

Au lendemain d'un second élargissement à l'Est, l'Europe se trouvait à la lisière d'un monde appauvri et instable, des confins de l'Europe orientale jusqu'au Proche-Orient, en passant par la Moldavie et le Caucase du Sud. Dans ce jeu politique inquiétant, la PEV devenait un instrument de choix pour combattre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Les pays voisins furent priés de résoudre pacifiquement leurs différends régionaux et de coopérer dans le domaine de la justice. C'était mettre la charrue avant les bœufs. L'Union aurait sans doute fait prévaloir sa conception de la sécurité internationale avec plus de bonheur en disposant de moyens à la mesure de ses prétentions. Pour le moment, sa forfanterie prête à sourire.

Faiblesse diplomatique de l'UE

À celui qui souhaite apprécier les fruits de la PEV, il suffit de jauger sa politique de sécurité en Méditerranée. Les anciens foyers d'incendie ne sont pas éteints, que ce soit au Liban ou dans les territoires palestiniens. Le thème des obstacles à la paix pourrait hélas se décliner à l'infini. L'UE, en dépit de ses efforts, n'a jamais réussi à cristalliser autour d'elle le dialogue pour la résolution des conflits ou des tensions, bien que la PEV eût précisément le désir de tisser des liens privilégiés et particuliers entre l'Union et les pays voisins. Dans une zone cruciale et symbolique pour la stabilité du monde, l'Union, en plus de sa participation au « Quartette », aurait dû être au centre de la toile diplomatique. Elle ne fut et demeure que la cinquième

roue du carrosse. Sa relation avec les pays méditerranéens manque cruellement d'assises économiques, d'autant que les ténors européens, pour arracher quelque grâce, se présentent désormais en quémandeurs, à l'image de Nicolas Sarkozy face au président libyen Mouammar Khadafi. L'inconstance de nos requêtes est la risée de certains États méditerranéens, qui accentuent leur mainmise sur les attributs coercitifs du pouvoir afin de répondre à l'attente sécuritaire des Européens, dont les chancelleries déplorent ensuite les fâcheux effets pour la garantie des droits de l'homme... De même les pays voisins doivent-ils soumettre leurs frontières à la vigilance tatillonne que requiert la lutte antiterroriste mondiale, au risque de susciter le courroux des Européens émus par les entraves ainsi imposées au libre-échange ! Nos partenaires méditerranéens ont la juste impression d'être moqués avec cette politique de pile ou face : « *Pile je gagne, face tu perds !* »

Le Sud abandonné

Ce n'est pas tout. Certains États méditerranéens ont interprété l'élargissement de l'Union à l'Est comme une gifle, une forme d'indifférence à leur égard ; ce sentiment amer est alimenté par un flot d'aides qui tend à se tarir lentement. Si l'Union ne veut pas transformer l'amertume en ressentiment, il est temps qu'elle montre au monde méditerranéen l'importance qu'elle lui attache. Elle sait fort bien qu'une partie de son avenir dépend du Sud dont la population est jeune, ambitieuse et parfois avide de franchir la mer. Les enjeux migratoires jouent au même titre que les questions agricoles, sécuritaires, technologiques et hydriques. Songeons enfin aux ressources en hydrocarbures détenues par les seuls États du Maghreb, quand le problème énergétique empoisonne notre vie quotidienne. Une politique méditerranéenne digne de ce nom suppose que l'on hiérarchise nos priorités en déposant nos œillères idéologiques au musée des droits de l'homme.

Les États-Unis sont plus habiles dans le maniement conjugué de la *novlangue* démocratique et des grands intérêts ; ils occupent déjà en partie la place laissée vacante par les Français en Afrique du Nord. À demi conscient de ces faiblesses endémiques, Nicolas Sarkozy défend *mordicus* son projet d'Union pour la Méditerranée, dotée d'une coprésidence et d'un secrétariat. Il s'agit de cultiver des relations plus souples dans un moule plus égalitaire. Le président de la République s'aperçoit-il que les deux termes de l'équation s'excluent l'un l'autre ? Son discours de Tunis révèle combien sa vision de l'espace méditerranéen est subordonnée au bon plaisir de nos voisins. Elle est moins gourmande aussi et plus sensible au détail. Car seul l'abandon de ce que Maurras appelle les « *nuées* » pourrait sauver l'Union pour la Méditerranée d'une fin pitoyable.

NICOLAS HAINAUT

N'hésitons pas à dire que la Méditerranée, dont Tino Rossi chantait naguère les « îles d'or ensoleillées », est la mère de l'Europe. Qui ne se souvient de la toute jeune princesse phénicienne prénommée Europe jouant sur la plage de Sidon avec ses compagnes quand s'approcha d'elle un taureau blanc en quête de câlineries ? L'animal n'était autre que Zeus, le souverain des dieux de l'Olympe, ayant usé de son pouvoir de se métamorphoser pour échapper à la jalousie de son épouse Héra. Il ne lui fallut pas longtemps pour enlever sur son dos la petite ingénue, qu'il entraîna sur les eaux jusque dans l'île de Crète. De leurs amours naquirent le juste et bon roi de Crète Minos, le sage Rhadamante et le guerrier Sarpedon.

Athènes en fleur

On plonge ici aux origines de la civilisation. Les rives orientales de "la mer au milieu des terres" avaient déjà frémi de l'éclat des grandes réalisations égyptiennes, puis mésopotamiennes, et l'on avait vu s'établir de grands empires en Asie Mineure. Mais ce furent les îles, Crète, Chypre, qui développèrent peu à peu un art de vivre et de commercer, qui bientôt allait s'épanouir dans les cités de la Grèce, notamment Athènes où, sous un ciel favorisant la limpide pensée, les guerriers, les marchands, les philosophes, les artistes, les juristes, les savants et les politiques surent pour la première fois dans le monde élever leur expérience et leur pensée jusqu'à l'universel, enseignant aux hommes à tout jamais le sens de la mesure, le raffinement du goût, la réflexion politique. N'oublions pas la riche constatation de Maurras : « *Au bel instant où elle n'a été qu'elle-même l'Attique fut le genre humain.* » S'y épanouissaient, « *beauté, raison, vertu, tous les honneurs de l'homme* ».



Saint Louis est vénéré jusque dans la Syrie de l'actuel Bachar el-Assad...

"Europe" ne désignait alors que de vagues régions continentales derrière lesquelles régnait l'inconnu... On naviguait intensément : les Phéniciens partaient des côtes orientales pour gagner l'autre côté de la mer, l'Afrique du Nord, l'Espagne..., les Grecs phocéens venaient fonder Marseille, puis Alexandre le Grand, vainqueur des Perses, réunit dans son vaste empire oriental tout le monde connu.

Ensuite, à l'Est, apparurent de nouvelles puissances : Rome ayant

À TRAVERS LES ÂGES

Europe et Méditerranée

C'est dans l'histoire des nations riveraines que s'inscrit une vraie politique méditerranéenne.

vaincu Carthage entreprit de réaligner à nouveau l'unité du monde connu, recueillant l'héritage grec et l'enrichissant du sens de l'ordre et de la hiérarchie tant dans la

hommes. Le temps des empires était révolu, en dépit du fabuleux effort qu'allait tenter Charlemagne, l'élan civilisateur se perpétuerait désormais dans des

toyaient dans certaines universités. Certes il y eut Lépante en 1571 et Vienne en 1683, mais ces magnifiques et salutaires élans contre des menaces imminentes

tyrannie des forces mercantiles est une Europe en totale rupture avec les leçons reçues de la Méditerranée.

Le temps des nations

Alors, quelle politique méditerranéenne peut mener ce vague ensemble fourre-tout ? Il y a fort à parier que cela restera une idée en l'air. Que les États européens riverains de la Méditerranée s'organisent pour entretenir des relations politiques, militaires, économiques, culturelles entre eux et avec les États de l'autre rive, rien n'est plus naturel, mais qu'ils agissent librement en tant qu'États se faisant reconnaître comme tels ! Chacun d'eux a sa propre expérience diplomatique. La France avait une position privilégiée au Proche-Orient plus que jamais explosif, il serait temps qu'elle la réaffirme. Rappelons aussi que si pendant des siècles la Méditerranée fut infestée de Barbaresques, ce fut le dernier de nos rois de la branche aînée, Charles X, qui mit fin à cette ignoble situation en 1830 en prenant Alger. Après quoi l'Algérie qui n'avait jamais été une nation fut créée de toutes pièces par la France. Les liens qui en résultent sont ineffaçables, inscrits dans la nature des choses, et nos hommes politiques n'ont nulle raison de rougir devant les bombements de torse des hommes du FLN. Par ailleurs, il est instructif de constater que les pays où la décolonisation s'est effectuée sans problèmes graves sont le Maroc et la Tunisie (où était mort saint Louis en 1270). Des États ayant déjà une histoire, et même une dynastie. Comme quoi les enracinements dans l'histoire restent et resteront toujours à la base de toute réflexion géopolitique.

Autre leçon d'un survol de l'histoire méditerranéenne : pour justement empêcher que cette mer devienne un lieu de choc des civilisations, il est bon de rappeler qu'à chaque fois que le monde chrétien a été fidèle à lui-même, fier de sa foi, charitable avec autrui, on a vu des musulmans rechercher l'amitié des fidèles du Christ, voire adopter leur style de vie, s'ouvrir même à la conversion, mais quand les chrétiens se sont montrés indignes de ce qu'ils représentent, ou ont rougi de leurs traditions, les musulmans ont cessé les respecter et ont érigé leur religion en universalisme. Expérience à méditer dans les villes et dans les États, et qui risque d'être cuisante un jour pour une "Europe" reniant ses origines chrétiennes... Que les nations se ressaisissent, il y va de la paix dans le monde.

MICHEL FROMENTOUX

¹ Aymeric Chauprade : Géopolitique. Éd. Ellipse.



Qui ne se souvient de la jeune princesse prénommée Europe jouant sur la plage de Sidon ?

pensée que dans la langue et dans l'État, assimilant des peuples toujours nouveaux notamment nos ancêtres celtes.

"Je suis Romain, je suis Humain"

Rome ouvrit la voie au christianisme qui, pendant longtemps revigoré dans le sang des martyrs, vint réorienter, épurer et transcender l'héritage de civilisation dans le sens des finalités surnaturelles de l'homme et des sociétés. Gagnant dès le 1^{er} siècle le Sud de la Gaule, le message du Christ se répandit jusqu'en Angleterre et même en Scandinavie. En 313, l'Empire romain se proclama chrétien : désormais le phare de la civilisation, passant des mains de la Rome des Césars à celles de la Rome des Pontifes, allait briller au-delà des espaces et des temps. « *Je suis Romain, je suis Humain* », allait pouvoir dire Maurras.

Jusqu'alors, l'histoire de la Méditerranée et celle de l'Europe s'étaient confondues. La mer latine avait donné la civilisation, les déserts asiatiques et les forêts germaniques allaient décharger des hordes de barbares. La vision du monde en fut toute bouleversée : grâce aux évêques qui savaient alors porter la Croix au devant des agresseurs, beaucoup de ces nouveaux venus se convertirent, Clovis en tête, mais on assista à ce qu'Aymeric Chauprade appelle le recul de la « *mondialité romaine* » devant l'« *universalisme chrétien* »¹ - un universalisme au niveau des communications supérieures entre les

royaumes à taille humaine, proches des réalités, loin des hégémonies. Naquit la Chrétienté, la toute première Europe (que l'on n'appelait pas encore ainsi), qui, en dépit des lourdeurs humaines, sut imposer une référence suprême respectant la liberté des royaumes au temporel.

Dieu et Allah

Au VII^e siècle, surgit l'islam, progressant rapidement à l'est et au sud de la Méditerranée, puis jusqu'en Espagne et même jusqu'à Poitiers où Charles Martel le repoussa en 732. L'histoire de la Méditerranée allait-elle être désormais celle du "choc des civilisations" (pour reprendre l'expression d'Huntington, tout aussi stupide que la marxiste "lutte des classes"...)? N'oublions pas les relations qu'entretenait Charlemagne avec le calife de Bagdad. Quant aux Croisades, menées sur terre et sur mer, elles avaient seulement pour but de protéger les Lieux saints, dont le tombeau du Christ, non d'exterminer les musulmans. Ceux-ci d'ailleurs n'ont jamais formé un bloc : en Palestine même, on vit des adeptes d'Allah venir se mettre sous la protection des chrétiens contre un islam fanatique à prétentions universalistes. Et comment ne pas évoquer l'impérissable souvenir laissé là-bas par saint Louis, vénéré des foules pour sa justice et sa charité ? Et cela jusque dans la Syrie de l'actuel Bachar el-Assad...

Ajoutons qu'en Espagne, avant la Reconquista, des chrétiens, des juifs, des musulmans se cô-

ne furent jamais le fait de coalitions destinées à perdurer. Le réalisme politique l'a emporté le plus souvent, notamment avec François I^{er} traitant avec les Turcs et obtenant, par les Capitulations, que la France devînt la protectrice des chrétiens d'Orient.

Une "Europe" fourre-tout

À ce moment-là, la Chrétienté était en train de disparaître, déchirée par un moine de la partie de l'Europe (on commençait de l'appeler ainsi) qui avait été la moins romanisée, donc la plus fermée à la latinité. Luther, dès 1517, proclamant le primat de la raison individuelle, donc de l'impression subjective, avait supprimé tout point d'appui surnaturel aux relations entre hommes et entre États, et du même coup déchaîné le tumulte intérieur de l'âme allemande, toujours prompte à s'enflammer pour l'imprécis, pour l'inachevé.

Les nations étaient donc devenues les derniers remparts de la civilisation, les communautés historiques de destin offrant à l'homme les moyens de persévérer dans son être profond. Mais quand la souveraineté volontariste et idéologisée des peuples est venue se substituer à celle, historique et réaliste, des rois - toujours dans la voie révolutionnaire ouverte par Luther - l'Europe fut mise à feu et à sang jusqu'aux atroces guerres de masses du XX^e siècle. Cette Europe qui cherche à exorciser ses mauvais souvenirs en s'unissant et qui ne parvient qu'à s'uniformiser sous la

■ PERSPECTIVES MONDIALES

Un carrefour stratégique

Initiée par la France, lancée à Paris les 13 et 14 juillet, l'Union pour la Méditerranée pourrait passer dans les mains de l'Allemagne et de la Turquie... Revue des enjeux géopolitiques.

L'Union pour la Méditerranée est lancée ! Loin ! Intéressons-nous aujourd'hui à la géopolitique de la zone. Deux lignes de fracture sont apparues pour ce grand projet du XXI^e siècle. La plus évidente : une ligne horizontale qui suit l'axe médian de la mer Méditerranée et sépare les Européens et leur allié turc des peuples fils d'Abraham. L'autre ligne de fracture sépare les nations européennes sérieuses du Nord des nations européennes latines, plus chaleureuses, s'estimant les seules capables de comprendre le Sud. Cette seconde fracture a été réduite immédiatement par le chancelier prussien Merkel aux dépens des pays "pieds dans l'eau" que sont l'Espagne, la France et l'Italie.

Dessein allemand

L'Allemagne "fédérale" est partie prenante du projet fédéral européen, bien plus impliquée que la France, surtout depuis que le deutschemark fut rebaptisé "euro". L'Union méditerranéenne réservée aux seuls riverains, qui enterrait le processus stérile de Barcelone, dessinait à ses yeux une ligne Maginot diplomatique la rejetant au nord-est de l'Europe, dans quelque empire du Froid en tête à tête avec son allié le moins sûr - l'est-il de quelqu'un ? -, la Grande-Bretagne. Albion était bien capable d'entrer seule ensuite dans le schmilblick nautique sans prévenir, par le truchement de Gibraltar. Berlin n'aurait eu d'autre choix que de se retourner vers son meilleur client, la Russie, et les pays de son glaucis naturel. Cela limitait terriblement ses ambitions diplomatiques ; et bien que le grand client slave soit riche, il est d'expérience dangereux.

Si la Méditerranée n'est plus vraiment le centre du monde, elle reste une zone de bruit diplomatique intense, à portée de voix de l'autre zone de décision pétrolière, et le seul champ où l'on puisse manœuvrer une réconciliation Nord-Sud d'envergure, en profitant d'une proximité géographique et historique que l'on ne retrouve nulle part ailleurs.

L'Allemagne fédérale, qui depuis le succès de sa réunification veut renouer les fils du projet moyen-oriental des régimes qui l'ont précédée, ne pouvait laisser une nouvelle union, concurrente de celle où elle règne, lui tourner le dos. Troisième économie terrestre, rattrapée par la Chine certes mais toujours premier exportateur mondial, elle a terminé son expiation politique le jour où Helmut Kohl réussit à ses conditions l'*Anschluss* de la République démocratique allemande, sans la négocier non plus avec les trois alliés occidentaux réticents. L'Allemagne était désormais capable et en situation de forcer l'événement à son seul bénéfice. Le nain politique avait rompu sa relégation de vaincu timide. Le chancelier Schröder en a remis une couche quand son ambassadeur s'est dressé à l'ONU contre "son vainqueur" américain sur l'affaire d'Irak.

Le géant économique européen, qui parle assez peu de ses

intentions, déroule avec quelque bonheur une diplomatie mercantile active sur l'ancienne zone d'influence ottomane et franco-britannique. Pas question donc de passer sous les fourches caudines des douanes françaises ou italiennes pour atteindre politiquement la Méditerranée, deux pays sans le sou, gouvernés par des amateurs. Dès ce moment l'Union méditerranéenne (des riverains) rêvée par le cabinet élyséen était morte ! Le projet reviendrait sous surveillance allemande ou péritrait. « *Hégémonie douce* » avait dit Joschka Fischer, ministre vert des Affaires étrangères du gouvernement Schröder, quand l'Allemagne décida, sans en référer à quiconque, de submerger industriellement les PECO après la chute du Comecon¹. Hégémonie sans limites annoncées.

La clé de l'eau

L'autre acteur de taille est la République turque, légataire universel de l'Empire ottoman, califat exclu. Sa position géographique est incontournable, ses attentes, des exigences ! Pour une première raison : elle détient la clé de l'eau de Mésopotamie et le fait savoir. Comme le disait le président Demirel à Hafez al-Assad qui dénonçait les barrages turcs sur l'Euphrate : « *La Turquie fait ce que bon lui semble de son eau comme les Arabes font ce qu'ils veulent de leur pétrole.* »

L'autre raison est qu'elle se sent européenne et s'exclut d'elle-même du camp moyen-oriental dominé par les Arabes et les compagnies pétrolières. La seule nation de la zone qu'elle estime à son niveau de prestige est l'Iran. Leurs états-majors se connaissent d'ailleurs bien. La seule position acceptable pour elle dans une union méditerranéenne est la parité avec la France et l'Italie ; et avec l'Allemagne en arrière-garde, elle en deviendra vite le parte-

naire *riverain* majeur si l'affaire progresse. Mille entreprises allemandes travaillent en Turquie.

Dépolluer la mer

La grande réconciliation eurroméditerranéenne réussira-t-elle ? Nul ne peut le prédire car les complications ne le céderont pas facilement aux effusions médiatisées, et la rive sud est plus souvent dans les mains d'autocrates personnellement intéressés que de gouvernements soucieux de développer des politiques communes, sauf à y trouver leur bénéfice. L'Europe pèsera-t-elle assez pour forcer le développement ? Beaucoup en doutent, à commencer par les États-Unis qui jouent le rôle du gorille muet de 800 livres dans le coin obscur de la salle de conférences.

En effet, si l'on passe en revue les pays de la rive sud, on peut s'étonner du nombre de conflits latents qui les opposent : si les frontières de chacun de ces pays sont ouvertes sur l'*hinterland* diamétralement opposé à la mer, elles sont hyper contrôlées, voire blindées. Tous ces gens s'embrassent et se détestent. Ils ne se mettront d'accord, non entre eux mais chacun d'eux avec nous, que pour consommer subventions et crédits que le Nord déploiera sur des projets communs. Parmi ceux-là, le seul à mon avis capable de fédérer les énergies est le projet de dépollution de la mer, sachant qu'il nous coûtera très cher et pour longtemps, car le niveau sanitaire des effluents nationaux deviendra par la suite un élément récurrent de "négociation".

Doit-on dans ces conditions se réjouir du lancement de l'Union pour la Méditerranée ? *Incontestablement oui !* Pour une raison au moins : arrive dans les pays arabes une nouvelle génération éduquée à l'occidentale, arrachée au crassier idéologique, respec-

tueuse de l'islam mais peu fataliste, qui a l'ambition de percer dans le siècle, au même niveau que ses concurrents asiatiques ou occidentaux. On croise de plus en plus souvent cette nouvelle génération dans les nœuds de communication de la planète, et les rancœurs de leurs parents les agacent. Avec eux, se feront de grandes choses jusqu'à un jour peut-être fédérer la nation arabe, au plan économique déjà ! Le développement du Croissant vert reste le meilleur antidote au fondamentalisme musulman qui est quand même le danger identifié le plus sérieux pour l'Europe, tant du moins que le furoncle israélo-palestinien n'aura pas été résorbé. Les progrès spectaculaires des émirats du Golfe persique en font chaque jour la démonstration.

Que pèsera la France dans cette partie diplomatique ? Autant que le poids de ses contributions financières, c'est-à-dire finalement peu, au-delà des exposés grandioses que nous avons l'habitude d'asséner à ceux que nous déclarons nos amis. Les autres débranchent l'oreillette.

Vers de nouveaux blocages ?

L'Italie n'étant pas au mieux de sa forme, il est à parier que le projet passera dans les mains de l'Allemagne et de la Turquie si ces deux pays très liés depuis Guillaume II, « *l'ami des 300 millions de musulmans* » (discours de Damas, 1898), y trouvent eux un avantage économique.

Jusqu'à aujourd'hui le processus de Barcelone de 1995 est resté lettre morte malgré l'ouverture de lignes de crédits de la BERD de Londres, parce qu'au lieu du développement économique l'Europe a priorisé la question migratoire qui l'obsède, mais aussi parce qu'il fut accaparé par Israël pour stigmatiser le combat asymétrique du Hamas et du Hez-

bollah dans le cadre du chapitre "contre-terrorisme". Aucun chef d'État arabe n'est venu fêter son dixième anniversaire il y a trois ans. Aucun bilan ne fut tiré à cette occasion pour ne vexer personne ! Le cadavre est froid.

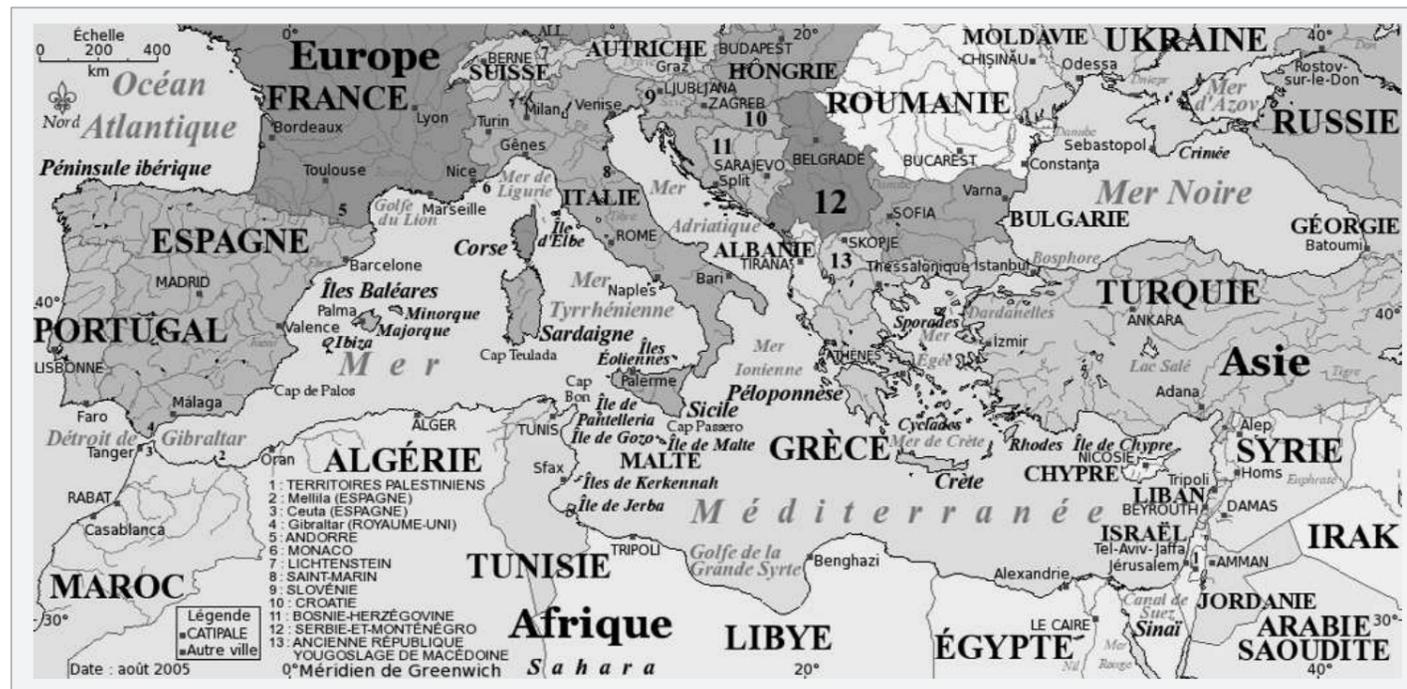
La prévention actuelle de certains chefs de la rive sud à l'endroit de l'UPM est fondée sur cette même crainte qu'Israël n'instrumentalise la question du terrorisme sans compenser un éventuel compromis israélo-arabe par une libération réelle et définitive des territoires occupés et le règlement de la question des réfugiés palestiniens. L'UPM pourrait ainsi acheminer sur les mêmes blocages que ceux du processus de Barcelone, sauf à vouloir intégrer les États-Unis dans l'affaire, les seuls capables de faire (un peu) plier l'État hébreu. S'ils y entrent, à leur tour les Russes forceront la porte, amenant par réaction les pays du Caucase qui redoutent tout confinement au contact du géant russe. L'UPM se diluera alors dans une sorte de *machin* à conférences pour écologistes, géographes, doyens d'université et stratèges en laboratoire d'idées. M. Sarkozy n'est aucun de ceux-là. Mais Nicolas Hulot, José Bové, Jacques Chirac, Pascal Husting (Greenpeace) ou... Al Gore, si ! Beaucoup de bruit pour rien qui n'ait été déjà vu.

CATONEO

* Un bon dossier UPM est accessible à la Documentation française sur Internet : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-mediterranee/index.shtml>

¹ PECO : Pays d'Europe centrale et orientale. Désignation des pays libérés du bloc soviétique en 1989 avant qu'ils n'entrent dans l'OTAN et l'Union européenne. Ils coopéraient auparavant dans un marché commun communiste appelé le Comecon.

² BERD : Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement.



■ RETOUR SUR UN OUVRAGE UNIVERSITAIRE (I)

Les nationalistes et l'AF au début du XX^e siècle

L'an dernier s'est tenu à Paris un colloque du Centre d'histoire de Sciences Po sur L'Action française - Culture, société, politique, dont L'AF-2000 a déjà fait état. Les études ont été regroupées et complétées dans un ouvrage publié récemment sous ce titre, qui se trouve être passionnant et, parfois, sé-

vére (mais généralement à juste raison). Il est une mine de renseignements sur l'histoire de l'Action française, ses personnalités (trop souvent méconnues des royalistes eux-mêmes : qui se souvient de Frédéric Delebecque ou de Jean Héritier, par exemple ?), ses positions et ses implantations locales,

etc. Il nous a semblé intéressant de suivre, sur quelques articles, le plan du livre et d'en résumer, voire d'en discuter, les principales lignes. Aujourd'hui, la partie intitulée Autour de la notion maurrassienne d'héritage et, plus particulièrement, le chapitre sur les nationalistes à la naissance de l'AF.

Ce texte de Maurras ne sera pas actualisé après la Grande Guerre. Il sera peu réédité par l'AF, comme si la page était tournée. Il faudra attendre les années soixante pour que quelques militants, souvent lecteurs de Pierre Debray (théoricien maurrassien des années cinquante-soixante-dix), reprennent les réflexions avancées dans ce petit ouvrage que Maurras, d'ailleurs, n'a pas écrit seul (Frédéric Delebecque et Georges Larpent en sont les corédacteurs). En fait, Maurras considère que la boucherie de 1914-1918 a changé la donne et, sans doute, que "le compte n'y est plus", parce que l'un des arguments forts de sa réflexion politique (c'est-à-dire que la République est incapable de gagner, en définitive, la guerre étrangère) est apparemment invalidé par la III^e République. En instaurant ce que Maurras nomme la « monarchie de guerre », le vieux républicain patriote Georges Clemenceau coupe l'herbe sous le pied des nationalistes d'AF et utilise le "moyen monarchique" pour assurer la "fin républicaine", stratégie gagnante qui consolide la République sur son flanc droit. Désormais, les républicains pourront se targuer de cette victoire de 1918 pour montrer la crédibilité de la République et amadouer (ou désarmer) les nationalistes...

L'Action française est née de l'affaire Dreyfus, a toujours affirmé Maurras. Bertrand Joly le confirme dans son article passionnant, *Les ligues nationalistes et l'Action française : un héritage subi et rejeté*. Lorsque paraît *L'Action Française*, petite revue revendiquée nationaliste qui titre « Réaction, d'abord », les seuls royalistes s'affirmant tels sont Charles Maurras et Frédéric Amouretti, mais les autres rédacteurs sont potentiellement "gagnables", si l'on suit la logique de Maurras qui qualifie son nationalisme d'« intégral ». Comme si la monarchie ne pouvait en être que l'aboutissement logique, inéluctable résultat de la réflexion sur la conservation de la nation française. Par une stratégie fort habile, Maurras convainc ses compagnons de la revue d'AF. C'est pour eux qu'il rédigera *Dictateur et Roi* et qu'il pensera quelques-uns des arguments de son *Enquête sur la Monarchie* qui, me semble-t-il, s'adresse encore plus nettement aux monarchistes traditionnels, ne serait-ce que parce qu'elle est publiée, à dessein et aussi par défaut, dans le quotidien monarchiste alors le plus représentatif, *La Gazette de France*.

Relations ambiguës

Ce que souligne avec force Bertrand Joly, c'est combien le groupe initial de l'AF, motivé par Maurras qui va lui donner sa coloration monarchiste, a des relations ambiguës avec les nationalistes, entre récupération et épuration, et comment cette stratégie, en fin de compte, ne donnera pas tous les résultats escomptés. Sans doute à cause de la nature même du nationalisme populiste de la fin XIX^e siècle : l'Action française « en a sous-estimé l'autonomie et la plasticité, elle n'y a vu qu'une ébauche informe et grossière, alors que ce nationalisme non royaliste possédait [...] son élan particulier », ce qui explique que, quantitativement, elle ne pèsera jamais grand-chose sur le plan électoral.

Malgré cela, l'AF a "dépassé" le nationalisme antidreyfusiste par son caractère beaucoup plus intellectuel et son appel à la jeunesse, dont les ligues se méfiaient, sans doute parce que leurs dirigeants restaient perméables au jeu démocratique et parlementaire. « *L'Action française fait au contraire confiance aux jeunes et cultive son implantation au Quartier latin : à bien des égards, le remplacement des ligues nationalistes par l'AF correspond aussi à une relève de génération*

et à une inflexion sociologique, qui contribuent à priver Barrès de son titre de "prince de la jeunesse". » Maurras et ses amis sont enclins à dénigrer ces nationalismes qui n'osent pas conclure ou qui se trompent et, du coup, trompent leur public : « *Pour Vaugeois repris par Maurras, il existe trois sortes de nationalismes, le parlementaire, le plébiscitaire et le royaliste, deux mauvais et un bon. À l'égard des deux premiers, l'Action française alterne marques d'estime et sarcasmes, les seconds l'emportant nettement...* »



Les nationalistes d'AF ont cultivé une identité propre.

« *Les plébiscitaires forment le principal groupe d'irré récupérables et ne méritent donc guère de ménagements, qu'ils soient bonapartistes ou républicains. [...] Mais c'est à la république plébiscitaire de Déroulède que Maurras et ses amis réservent l'essentiel de leurs coups.* » La Ligue de la Patrie française en fera les frais, essayant des critiques d'une virulence rare, mais aussi d'une ironie cinglante. L'AF se voulait une sorte d'avant-garde intellectuelle du nationalisme français, exclusive et intransigeante, qui se verra confortée dans ses raisons par la déroute électorale des nationalistes de l'année 1902. Déroute qui « *abandonne aussi [à l'AF] un espace à prendre dont Maurras va savoir profiter. Débarrassée de toute concurrence, l'Action française peut maintenant prendre son véritable essor* », même si cela ne se traduit pas par un ralliement massif.

Quel héritage ?

Que reste-t-il de l'héritage ou de l'influence des nationalistes "d'avant l'AF" dans cette Action française encore en recherche au début du XX^e siècle ? Selon Joly, au-delà de « *la plupart des thèmes ou plutôt des haines et des ennemis du nationalisme* » : « *Pour l'antisémitisme, l'antiparlementarisme, l'antimaçonisme, la haine d'une république faible qui affaiblit la France, la dénonciation d'un régime de bavards, de médiocres et de panamistes, Maurras et les siens n'inventeront*

absolument rien, sinon, disent-ils, le vrai remède. » Il me semble que cette récupération est aussi une tentative de reformulation d'un "sentiment national" parfois outrancier parce que blessé (1871 n'est pas si loin) que Maurras s'inquiète de voir livré à lui-même, avec le risque d'une dérive à la fois populiste et plébiscitaire (on dirait aujourd'hui, sans référence à la famille de Napoléon, "bonapartiste"), et celui d'un déchirement de l'unité française par la mainmise de groupes de pression sur l'État.

de ce qui fait de l'État cette instance politique protectrice des Français et de leurs communautés (familles, communes, provinces...). Par ailleurs, si Maurras et les siens reprennent les thématiques des nationalistes, souvent avec un brin de démagogie, c'est aussi pour les attirer vers l'AF, en pensant récupérer les "meilleurs éléments", les plus utiles à la conquête de l'État.

La prise du pouvoir

Mais Bertrand Joly ne croit pas que Maurras veuille prendre le pouvoir, ne serait-ce que parce qu'en reprenant le "style nationaliste" (« *la violence rhétorique et l'outrance, les avis abrupts et un manichéisme primaire, l'appel au sabre et les attaques ad hominem* »), il en est contaminé par le défaut majeur de l'agitation : « *Par cette rhétorique de vaincu, le nationalisme lègue aussi à son héritier tout le venin de son impuissance. À l'Action française comme dans les ligues, on attend Godot, l'ultime forfait de la république parlementaire qui va réveiller enfin le pays [...], avec chez les uns et les autres le même écart entre une efficacité médiatique impressionnante et des résultats bien minces au total : manifestations houleuses, éditoriaux vengeurs, déclarations provocatrices, rien de tout cela ne menace vraiment le régime et tout ce bruit cache mal une abstention à peu près permanente : le seul fait que Maurras se demande gravement si le coup de force est possible prouve qu'il ne l'est pas et, dès lors, la littérature et la presse doivent jouer chez lui et les siens le même rôle compensateur et cathartique que chez Barrès.* »

Bertrand Joly reprend là un vieux débat qui a maintes fois agité l'AF elle-même... Contrairement à ce qu'il pense, le fameux texte de Maurras *Si le coup de force est possible* (1910) n'est pas un traité du renoncement mais une tentative de "penser la prise du pouvoir". Le problème n'est pas dans la volonté de Maurras d'aboutir mais dans les conditions, dans l'absence d'un "appareil d'AF" capable de mettre en œuvre une stratégie, et dans un certain "confort intellectuel" qui va endormir les velléités monarchistes, avec cette fameuse formule qui empêchera souvent d'aller plus loin, « *Notre force est d'avoir raison* », véritable certitude qui deviendra l'alibi d'une certaine paralysie pratique, malgré la bonne volonté et le dévouement des Camelots du Roi.

Nouvelle donne

Ainsi, la stratégie de Maurras et de l'AF doivent s'adapter à la nouvelle donne et la "nécessité nationaliste" apparaît moins pressante, moins urgente : il faudra attendre la fin des années trente pour qu'elle retrouve un écho mais, là, dans une "notabilité éditoriale" privée de tout mouvement politique puisque, si le quotidien *L'Action Française* dispose d'un fort lectorat, elle n'a plus de débouché militant, la Ligue d'AF et les Camelots du Roi étant dissous et interdits depuis 1936. Ainsi, le propos de Bertrand Joly me semble moins crédible pour la période même de la rédaction de *Si le coup de force est possible*, vers 1910, que pour la période postérieure à 1918. Par ailleurs, que la possibilité du "coup de force" monarchique soit moins immédiate n'enlève rien à la nécessité de la conclusion royale aux raisonnements nationalistes, et, une fois entièrement royaliste (à partir de 1902), l'Action française ne se déjugera pas ; au contraire, elle approfondira constamment les raisons de son royalisme. Elle refusera, malgré les injonctions parfois sympathiques qui pourront lui être faites, de renier ce qui va devenir, de plus en plus, son "identité" au sein du paysage nationaliste français.

JEAN-PHILIPPE CHAUVIN

* L'Action française - Culture, Société, politique. Éd. du Septentrion, Paris, 2008, 24 euros.

Il peut sembler paradoxal qu'un pays aussi égalitaire que la Suède, longtemps présenté comme le paradis de la social-démocratie, ait pu s'accommoder d'une monarchie à son sommet. La popularité que rien ne dément jamais du roi Charles XVI-Gustave prouve bien que, par-delà les expériences politiques que se permettent les peuples, une famille royale, même si elle est tenue de rester neutre, entretient par sa présence même dans une nation l'indispensable sentiment de la continuité historique, tandis qu'elle humanise la notion d'État.

L'actuelle Maison de Suède, si elle plonge ses racines jusqu'aux grandes heures de la dynastie des Vasa qui se libérèrent de la domination danoise et qui s'éteignirent avec la célèbre et savante reine Christine abdiquant en 1654 pour embrasser la foi catholique, descend directement d'un Français quelque peu atypique.

En effet les guerres de la Révolution puis de l'Empire ayant été fatales aux derniers rois plus ou moins rattachés aux Vasa, le vieux Charles XIII, lui-même successeur de son petit-neveu, se trouva en quête d'un héritier : la Diète (parlement) suédoise eut alors l'idée de le choisir dans l'entourage de l'empereur Napoléon qui semblait devoir dominer l'Europe pour longtemps. L'élu fut ainsi le général Jean-Baptiste Bernadotte, prince de Pontecorvo, ex-"sergent Belle-Jambe", époux de Désirée Clary - un ancien amour de Napoléon et de bien d'autres ! Ce fils d'un père juriste et d'une mère paysanne né à Pau en 1764 n'en avait pas moins été un farouche révolutionnaire, que l'Empereur considérait comme un rival encombrant.

L'éducation d'un roi

Invité à venir s'installer à la cour de Stockholm en 1810, Jean-Baptiste se révéla un autre homme et se fit adopter par Charles XIII, auquel il succéda à sa mort en 1818, devenant Charles XIV-Jean, roi de Suède et de Norvège, nettement conservateur mais de plus en plus aimé et respecté de ses sujets jusqu'à sa mort en 1844, à quatre-vingts ans. Le roi actuel incarne donc la sixième génération de descendants de ce Français.

Charles-Gustave naquit à Haga le 30 avril 1946, fils du prince Gustave-Adolphe, duc de Västertotten, et de Sibylle de Saxe-Cobourg-Gotha. Régnait alors depuis 1907 son arrière-grand-père Gustave V, qui avait réussi à tenir son pays à l'écart des deux guerres mondiales et dont l'influence arbitrale et régulatrice avait entretenu une remarquable stabilité ministérielle, tandis que son autorité en matière diplomatique l'avait amené à dénouer divers conflits internationaux. Il était l'oncle de la princesse Martha qui épousa Olav V de Norvège, et de la princesse Astrid, décédée en 1935 dans un accident de voiture auprès de son époux le roi Léopold III de Belgique.

Quand ce passionné de tennis et de tous les sports mourut en 1950 à quatre-vingt-douze ans,

LES SOUVERAINS EUROPÉENS - IV

Le roi Charles XVI-Gustave de Suède

Depuis 1946, il entretient, par sa présence même, l'indispensable sentiment de la continuité historique, à la tête d'une monarchie européenne rassurante et prospère.



lui succéda son fils Gustave VI-Adolphe, déjà septuagénaire, et le petit Charles-Gustave, orphelin de son père mort en avion quand il avait un an, devint prince héritier. Petit dernier après quatre sœurs aînées, il reçut de sa mère la princesse Sibylle une éducation stricte et soignée. D'une classe spéciale pour lui au Palais royal, il alla dans un collège privé près de Stockholm, où il excella en histoire et en sciences naturelles. Louveteau à neuf ans, puis scout, il mit au premier rang de ses activités de prince héritier la participation à des camps scouts. Après une formation militaire dans la marine, il s'inscrivit à l'université d'Uppsala, la plus prestigieuse de Scandinavie.

Dès lors plus rien ne lui fut étranger des institutions, des rouages de l'économie, des affaires judiciaires, de l'administration, de l'Église luthérienne, et même de la presse. Un stage au ministère des Affaires étrangères, complété par de nombreux séjours dans les ambassades suédoises à travers le monde, affina sa formation.

"Pour la Suède avec le temps"

Pendant ce temps son grand-père, grand lettré et archéologue chevronné, qui épousa successivement Marguerite d'Angleterre et Louise Mountbatten, gagnait la vénération des Suédois qui, paraît-il, aimaient curieusement dire qu'ils l'éliraient volontiers président si la république était à l'ordre du jour... En mars 1972, commença à se mettre en place une nouvelle constitution remplaçant celle de 1809 et réduisant de

beaucoup les pouvoirs du roi. Le jeune Charles-Gustave allait très vite devoir l'appliquer puisque la mort de son grand-père le 15 septembre 1973 le porta sur le trône à vingt-sept ans. Quel est alors le rôle de Charles XVI-Gustave depuis la promulgation des nouvelles lois fondamentales le 1^{er} janvier 1975 ? Pratiquement aucun rôle politique : il n'est plus que « le symbole de l'unité de la nation », il ne désigne plus le Premier ministre, ne préside plus le Conseil de gouvernement, ne signe plus les décrets. Il ouvre toutefois chaque année la session parlementaire, et doit être tenu informé des affaires en cours dans les ministères, il préside le Conseil consultatif des Affaires étrangères, reçoit en audience les ambassadeurs lui présentant leurs lettres de créance, remet chaque année le Prix Nobel à Stockholm...

80 % des Suédois

Avec sa devise *Pour la Suède avec le temps*, le roi est reconnu dans le monde comme une autorité dans le domaine de l'environnement. Il participe chaque année à la Semaine de l'eau. Il a même fait éteindre pendant une heure les lumières de trois de ses châteaux pour marquer son engagement dans la lutte contre le réchauffement de la terre. Le patrimoine culturel lui est aussi très cher ; grâce à lui les châteaux royaux, les collections et les parcs sont ouverts au public. N'est-ce pas une mission royale que de veiller à sauvegarder "le séjour qu'ont bâti les aïeux" ?

Toujours très au courant de l'actualité diplomatique et économique il voyage beaucoup dans

le monde. Il est en outre, fidèle aux enthousiasmes de sa jeunesse, membre principal honoraire de l'Association des Guides et Scouts de Suède et, depuis 1977, président d'honneur de la Fondation du scoutisme mondial. Par toutes ces activités il ne cesse de s'attirer la sympathie des Suédois, fortement marquée dès son mariage en 1976 avec Silvia Sommerlath, fille d'un homme d'affaires allemand, interprète diplômée, née en 1943 à Heidelberg, qu'il avait rencontrée alors qu'elle était chef du protocole des Jeux olympiques. D'une belle intelligence et d'une grande distinction elle contribue depuis lors à raffermir l'image de la monarchie, dont tous les observateurs s'accordent pour dire que plus de 80 % des Suédois souhaitent son maintien dans l'avenir.

Prudence

Du mariage de Charles-Gustave et de Sylvia sont nés trois enfants. Depuis le 1^{er} janvier 1980, la loi de succession précise que l'aîné est l'héritier quel que soit son sexe. C'est donc le cas de la princesse héritière Victoria, duchesse de Vestrogothie, née le 14 juillet 1977, qui depuis son enfance, par ses solides études de l'école communale aux grandes universités dans le monde, puis par ses voyages, par ses obligations de représentation, par ses relations avec les autres princes héritiers des couronnes d'Europe, se prépare à jouer très dignement son rôle au service de la Suède. Ses compatriotes sont sensibles au charme de celle qui est devenue leur meilleure ambassadrice et dont chacun attend le grand jour où elle se mariera avec, c'est la loi, l'accord du roi et du gouvernement.

Deuxième enfant du ménage royal, le prince Charles-Philippe-Edmund, duc de Värmland, né le 13 mai 1979, fut l'héritier jusqu'au 1^{er} janvier 1980 où furent changées les lois de succession. Ce prince sportif a suivi aussi des études artistiques

Troisième enfant royal, la princesse Madeleine, duchesse de Hälsingland et Gästrikland, née le 10 juin 1982, n'a pas de rôle dé-

fini mais participe avec toujours beaucoup d'élégance aux grands événements de la cour.

Comme toutes les nations d'Europe incarnées d'âge en âge dans une dynastie, la Suède entretient avec l'Union européenne des rapports d'autant plus sains qu'ils ne sont en rien idéologiques. Examinant d'abord leurs intérêts, les Suédois sont longtemps restés en dehors de la construction européenne. Leur position géopolitique, coincée entre les blocs de l'Est et de l'Ouest, les invitait à la prudence. Ils ne se décidèrent donc qu'après la chute du rideau de fer, mais ils restent réticents, voire sceptiques en matière d'adhésion à la monnaie unique. Une monarchie se montrera toujours plus souple dans ses relations, sachant attendre le moment opportun pour agir.



La princesse Victoria de Suède
Elle est l'héritière du trône depuis la modification de la loi de succession en 1980.

Le roi Charles XVI-Gustave est assurément la figure qui répond le mieux au tableau dressé dans *Le Monde* du 6 juin dernier des monarchies européennes aujourd'hui : rassurantes et prospères. Et notre confrère de se demander pourquoi ces familles restent encore si populaires, avant d'esquisser une réponse : « Sans doute parce que ces monarques servent de repères à des sujets inquiets. Ils sont là parce qu'ils sont là, ni plus ni moins. » Ajoutons que ce presque rien est en fait tout et que la France aurait tort de vouloir encore longtemps s'en passer.

MICHEL FROMENTOUX

| L'ACTION FRANÇAISE | | TARIF DES ABONNEMENTS | |
|--|-------|---|-------|
| (paraît les 1 ^{er} et 3 ^e jeudis de chaque mois) | | | |
| 1. Premier abonnement France (un an) | 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) | 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) | 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) | 45 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) | 125 € | 7. Outre-mer (un an) | 135 € |
| 4. Abonnement de six mois | 70 € | 8. Étranger (un an) | 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

Le petit livre de Renaud Camus intitulé *La Grande Déculturation* ne se veut pas un énième procès de la "démocratisation culturelle", c'est-à-dire une critique à la vue des résultats de trente années de politiques culturelles. Plus radical, il diagnostique le déclin de la grande culture française en contestant les principes mêmes de ladite "démocratisation culturelle" puisque, selon lui, il ne saurait y avoir de culture sans hiérarchie ni distinction : l'idéal de la "culture pour tous" serait donc une aporie, voire une contradiction dans les termes qui expliquerait la disparition contemporaine de la "culture cultivée" spécifiquement française. Il ne peut donc pas y avoir de "culture de masse" pour la bonne et simple raison que la culture ne peut appartenir qu'à une minorité.

Culture pour tous ?

Selon Renaud Camus, la crise de la culture française naît de la conjonction de deux phénomènes historiquement datés. D'une part, la revendication d'un idéal égalitaire suivant lequel la culture n'appartiendrait pas à une classe sociale (la classe bourgeoise) ; il s'agit par conséquent de faire entrer "dans" la culture tous ceux qui ne sont pas des "héritiers" (suivant l'expression de Pierre Bourdieu). D'autre part, l'apparition d'une société pluriculturelle pour laquelle la culture spécifiquement "française" est devenue une culture parmi d'autres et non plus l'essence d'une réalité nationale. Dans les deux cas, il s'agit de détruire un privilège, ce qui aboutit à la destruction même de la culture puisque, selon l'auteur, la culture « est » ce privilège. Ainsi, face à l'opposition entre démocratie et culture, la solution trouvée fut de procéder à sa dissolution dans le "tout culturel" en relativisant sa valeur.

La conséquence la plus évidente de cette déchéance est la baisse générale du niveau et des exigences qui concerne l'École, mais aussi toutes les instances dites "culturelles". L'exemple le plus probant, au point qu'on pourra le juger caricatural, est celui du baccalauréat. À certaines époques, c'était un diplôme qu'obtenaient 2, 5 ou 10 % d'une classe d'âge. On connaît l'idéal affiché de mener à son obtention 80 % de la population scolaire. On sait que cet idéal, hélas, n'est pas loin d'être atteint. On sait aussi que le baccalauréat s'est transformé radicalement. Il ne paraît pas exagéré de supposer qu'entre le baccalauréat qu'obtenaient 10 % d'une classe d'âge et celui qui est octroyé à 80 % d'une autre classe d'âge, ou de la même classe d'âge à une autre époque, le rapport de proportion, quant à la signification véritable du diplôme, quant au degré de maturité impliqué pour ses titulaires, quant à leur connaissance de la langue, quant à leur capacité argumentative et de raisonnement logique, est à peu près de dix à un, disons de cinq à un pour mettre toutes les chances de notre côté. La plupart des titulaires du baccalauréat d'aujourd'hui n'auraient jamais pu

■ RENAUD CAMUS

La démocratie contre la culture

Selon l'auteur de *La Grande Déculturation*, il ne peut pas y avoir de "culture de masse", pour la bonne et simple raison que la culture ne peut appartenir qu'à une minorité.

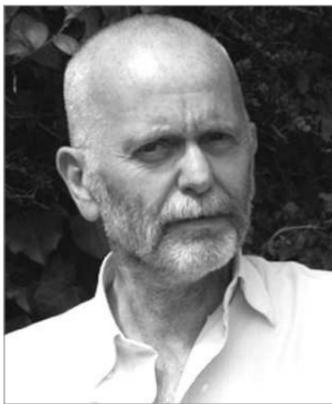
entrer en classe de sixième, ou disons de quatrième, pour compter large, dans un bon lycée au milieu du siècle dernier. De même, du point de vue des médias, des radios comme *France Culture* ou des chaînes comme *Arte* en sont amenées à abandonner la culture pour devenir "généralistes". Notre époque serait celle d'un grand nivellement par le bas dans le cadre duquel il devient tout simplement impossible de hiérarchiser les différentes formes de manifestation de la culture humaine.

Préciosité du temps

Car le problème est bien là : si tout est devenu culturel, de la poésie épique à la BD, des toiles de Turner aux dessins d'enfants, des symphonies de Mozart au rap de NTM, on ne voit guère au nom de quoi on en viendrait à décréter que telle culture est supérieure à telle autre. À force de vouloir reconnaître la pluralité des pratiques culturelles, on dévalorise la "grande" culture.

La définition que donne Renaud Camus de la culture est très vague même si elle donne beaucoup à penser. Nommée « *claire conscience de la préciosité du temps* », elle indique quelles sont les obligations de l'homme de culture mais ne précise aucunement en quoi consiste "sa" culture (évidemment française pour l'auteur,

mais est-ce si évident que cela ?). Elle insiste sur le fait qu'il existe des temps qui sont hors de la culture et présente l'homme cultivé comme un homme qui se cultive sans cesse. L'homme cultivé n'a jamais trop de temps, il n'en a



même jamais assez pour tout ce qu'il a à connaître, à apprendre, à comprendre et à aimer. L'intelligible, par son énormité, est incommensurable à son intelligence. L'existant, par son immensité, est sans rapport avec sa soif de connaissance et les possibilités de sa mémoire. L'aimable, par son infinitude, outrepassa de toute part son amour. À tout moment il doit faire des choix, renoncer à des chemins, à des livres, à des études, à des admirations et à des distractions. Et ce qu'il est, autant que parce qu'il lit, par ce qu'il entend et par ce qu'il étudie, il l'est par ce qu'il

ne lit pas, par ce qu'il ne fréquente pas, ce à quoi il refuse de perdre son temps, ce temps que la culture rend précieux. Un homme cultivé n'a donc pas de temps à perdre et sait toujours ce qu'il a faire tandis que l'inculte, au final, ne peut ni ne sait surmonter son ennui.

Héritité

Or, c'est bel et bien la disparition de la classe cultivée qui explique la crise que nous traversons aujourd'hui. Pour qu'il y ait "culture", il faut qu'il existe une classe cultivée, des "héritiers" qui soient aussi des donateurs. Pendant des siècles, on a estimé que c'est sur l'héritité que pouvait s'appuyer la transmission d'un quelconque patrimoine ou d'un "capital culturel", une héritité elle-même néanmoins renouvelée dans ses périphéries. Que de façon générale, et avec toutes les exceptions individuelles qu'on voudra, au premier rang desquelles celles du génie, il faille deux ou trois générations pour faire un individu tout à fait accompli culturellement, voilà bien, quoique c'ait été la conviction tranquille de presque tous les siècles avant les nôtres et de la plupart des civilisations, le genre d'opinions qui ne sauraient en aucune façon être reçues parmi nous. S'il s'était avéré qu'héritité et culture fussent étroitement

liées, on préférerait encore sacrifier la culture, par horreur de l'héritité. Or c'est à peu près ce qui est arrivé. Le principe héréditaire que suppose l'existence de cette même classe n'est pas compatible avec le régime d'« *hyperdémocratie* » (terme utilisé par Renaud Camus inspiré sans doute du sociologue Gilles Lipovetsky) dans lequel nous vivons. La démocratie étant pour ainsi dire sortie de son lit, elle s'infiltre dans les familles et dans l'éducation qu'elle remodèle au nom de l'égalité. Mais au lieu d'amener les masses au niveau de la défunte classe cultivée, elle transforme ces mêmes "héritiers" en incultes qui n'ont rien à léguer. C'est cela cette grande « *déculturation* » patiemment décrite et analysée par Renaud Camus qui explique qu'il n'y ait maintenant plus de lecteurs pour la presse ou pour les livres parce que les gens ne savent plus lire, que les musées soient visités par des masses qui traversent des salles sans prendre le temps de réellement regarder les œuvres, ou bien encore qu'il y ait besoin de "médiateurs culturels" dans de hauts lieux d'exposition des œuvres de l'esprit là où la culture et elle seule devrait servir de médiation.

GAËL FONS

* Renaud Camus : *La Grande Déculturation*. Fayard, 151 p., 15 euros.

■ THÉÂTRE : TOC TOC DE LAURENT BAFFIE

À toqué, toqué et demi

Les patients souffrant de troubles obsessionnels compulsifs se bousculent dans le cabinet du docteur Stern...

Elle aura tenu l'affiche deux ans, cette comédie de boulevard, écrite et mise en scène par Laurent Baffie ; deux ans de rire à gorge déployée pour un bon contingent de Parisiens, mais aussi de provinciaux, débarqués par cars entiers pour s'esbaudir sans retenue. Et ce, dans le noble théâtre du Palais Royal, surchargé d'ors, où le regard peut glisser, avec bonheur, par les fenêtres depuis les jardins du Palais jusqu'au Conseil d'État : choc entre la beauté classique du lieu et la comédie franchouillarde qui y trouve asile.

Chez le psychiatre

Un travers de notre époque y est brillamment épinglé : l'autoauscultation qui fait partout florès. Et voici, sur scène, celui qui ne veut en aucun cas marcher sur les raies du parquet, la demoiselle qui répète deux fois chaque

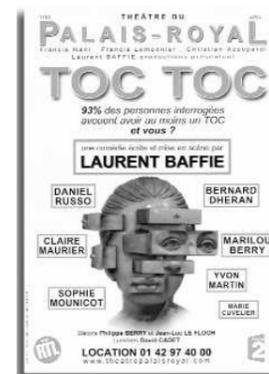
phrase, le chauffeur de taxi, fou d'arithmétique, qui compte incessamment heures, minutes et secondes, celle qui se croit victime de miasmes et de microbes et devenue fanatique de l'alcool à 90 degrés et du savon de Marseille ; on ne sait qui déraile le plus. Tout ce petit monde se retrouve dans le salon d'attente d'un pont psychiatre, absent, invisible, pour cause de retard d'avion, nous dit-on... Nos six "malades" y rencontrent un curieux spécimen de patient interprété avec maestria par Bernard Dheran, affligé, le pòvre, d'une logorrhée intempesive et, la plupart du temps, salace. Connaissant l'abattage de l'auteur, on n'est pas autrement surpris ; on sait qu'il tape fort et que 90 % de ses coups tombent au-dessous de la ceinture.

Voici nos six "patients" embarqués dans un huis-clos qui n'a pas grand chose de sartrien. On

fait donc connaissance et chacun évoque son "mal". Pour passer le temps d'attente, on entame aussi une partie de Monopoly où l'on s'arrache avec fougue la "rue de la Paix", et les "gares", tandis que la place Pigale est furieusement refusée par la bigote sur le retour, interprétée par Claire Maurier : un excellent moment de la pièce, en vérité.

Bouffonnerie

Mais le psychiatre tarde toujours à paraître : osmose ou contagion, l'un se met, fugitivement, à prendre le tic de l'autre ; qu'une amourette s'ébauche, et l'on frôle la guérison, semble-t-il ? Mais non, tout repart comme avant. Cependant, à ce moment précis de la pièce, on pouvait penser que Baffie laisse entendre que l'attention aux autres, aujourd'hui appelée "empathie", conduit à l'acceptation de ses fai-



bles, de ses manques, qu'il vaut mieux se tourner vers le prochain et cesser de se regarder le nombril - posture évangélique ou presque - mais le chemin ouvert n'est pas suivi, on revient au galop à la grosse bouffonnerie, très efficace il est vrai. Tout s'arrangera sur la fin ; le psychiatre révélera la supercherie qui se voulait thérapie, et les patients repartiront, dans l'euphorie, vers leurs petites existences, croyant s'être libérées de leurs tics et tocs. L'avenir dira si, tout requinqués qu'ils soient, ils resteront néanmoins toqués.

MONIQUE BEAUMONT

PS : *Diable, mais c'est moi, maintenant, qui ai chipé un toc...*

Depuis *L'Odyssée*, l'aventurier, serait-ce malgré lui, incarne le héros romanesque par excellence, celui dont les pégrinations et les mésaventures distraient le lecteur et lui offrent dépaysement et frissons par procuration. François Vidocq l'avait bien compris lorsque, évincé de la police judiciaire en 1826, il publia des *Mémoires* fortement fantasmés, puis des romans inspirés d'affaires qu'il avait élucidées. Cette plongée dans les bas-fonds de la pègre, cette glorification du héros qui élimine les truands donnèrent à la bonne société un goût immodéré pour ce nouveau genre de littérature.

Anthologie du polar

C'est à bon droit que Francis Lacassin entame par des extraits des souvenirs du bagnard policier son volume *Premières Enquêtes, aperçu de la naissance du polar en France et dans le monde anglo-saxon*. Si Voltaire et Beaumarchais, en offrant des exemples de mystères résolus par l'esprit de déduction, se révèlent précurseurs, il faut attendre Edgar Poe pour que l'investigation policière soutienne toute l'intrigue d'un récit. Les Français emboîtent le pas et font preuve d'une étonnante modernité. *Le Petit Vieux des Batignolles* d'Émile Gaboriau, ou *56 rue des Filles-Dieu*, de Catulle Mendès, n'ont pas pris une ride, quoique situés dans le Paris de 1880, et pas davantage *L'Autobus évanoui* de Léon Groc, publié en 1912. S'y trouve déjà cette peinture de mœurs, de milieux dont Simenon plus tard se fera une spécialité et qui, plus que le récit, d'ailleurs excellent, ou le style, impeccable, conserve à ces textes tout leur intérêt. Jules Verne, conscient des potentialités du genre, s'y essaiera, en y ajoutant le dépaysement cher à son public, dans *Un drame en Livonie*.

Le parallèle avec le développement du roman policier en Angleterre et aux États-Unis est révélateur. Conan Doyle, qui s'inspire du personnage créé par le Français Henry Cauvain dans *Maximilien Heller* pour forger Sherlock Holmes, ou la baronne Orczy, auteur du *Petit Vieux dans le coin*, comme Chesterton avec son *Père Brown*, ou Hornung, dont le héros, Raffles gentleman cambrioleur, est l'aîné d'Arsène Lupin, préfèrent axer leur récit autour d'indices à déchiffrer ; ils privilégient

DES LIVRES POUR L'ÉTÉ

Aventure sous diverses facettes

Enquêtes policières riches en rebondissements et fouilles archéologiques mouvementées...

le jeu intellectuel et vieillissent un peu plus mal. La différence s'avère plus flagrante encore avec les feuilletonistes américains anonymes des aventures de Nat Pinkerton ou de Miss Boston, "la première femme détective" ; violence, sadisme, sexe tiennent déjà, vers 1900, une place dans leurs histoires à peu près impensable en Europe.

Cette anthologie s'avère donc pleine de surprises et même de quelques bijoux oubliés qui méritent d'être redécouverts.

Simenon, Balzac du XX^e siècle

Dans les années vingt, Georges Simenon avait tiré les leçons de ces maîtres et usait, sous divers pseudonymes, des ficelles du métier, sans grand succès. La notoriété lui vint grâce au commissaire Jules Maigret, antihéros au physique banal, englué dans la tranquillité d'un mariage heureux, que son goût pour la bonne chère et les vins de pays enrobait avant l'âge. La force de Maigret tenait dans cette devise simenonienne : « comprendre, et ne pas juger ». Confronté à des crimes ordinaires commis par des gens sans envergure, le commissaire promenait sa bonhomie, masque d'une redoutable intelligence et d'un sens aigu de la psychologie, dans leurs petits mondes, en déchiffrait les codes et les pauvres énigmes, trouvait des coupables qui inspiraient pitié. Cela durerait quarante ans, de sorte que Maigret, quadragénaire en 1930, n'avait pas atteint la retraite en 1970, bien que le monde et la société eussent considérablement bougé et que Simenon en eût tenu compte. Cette finesse d'observation et d'analyse de la société française l'élevèrent au rang d'un Balzac du XX^e siècle dont les rééditions n'ont jamais cessé.

En voici une supplémentaire, *Maigret à la campagne*, qui eût été plus justement intitulée *Maigret en province* réunissant six romans : *La Guinguette à deux sous*, qui introduit le commissaire dans

l'intimité d'amis réunis chaque dimanche sur les bords de Seine et qui cachent de vilains secrets ; *Le Charretier de la Providence*, quand les péniches, le long des canaux champenois, étaient tractées par des chevaux ; *Le Fou de Bergerac* et Maigret pris pour le tueur en série qui désole la Dordogne ; *Maigret à Vichy*, où les demoiselles comme il faut ne sont pas ce qu'elles paraissent ; *Mai-*

l'air dépourvue d'intérêt. Pourtant, il se laisse tenter. Et s'en mord les doigts. Car le yacht en question s'avère minuscule, les conditions climatiques désastreuses, et Davies obsédé par un projet fumeux de relevés des bancs de sable le long des côtes allemandes. Mais bientôt, le jeune diplomate s'interroge : que cachent ces îles perdues au cœur de chenaux inextricables ? Davies a-t-il raison lors-



gret se fâche, près de Fontainebleau, en se penchant, retraité, sur la noyade d'une jeune fille riche. Et, surtout, le remarquable *Monsieur Gallet décédé*, où l'étrange mort d'un voyageur de commerce à Sancerre révèle au commissaire les pires faux-semblants de sa carrière. Cette France-là, c'était hier ; elle doit apparaître aux moins de trente ans aussi lointaine que celle d'Eugénie Grandet et du Père Goriot...

Aux sources de l'espionnage

L'aventure peut commencer n'importe où et sous les plus calmes auspices. Erskine Childers le démontra en 1903 avec *L'Énigme des sables*, texte fondateur du roman d'espionnage moderne.

Lorsque, à la fin d'un été londonien morose, Carruthers, employé du Foreign Office, reçoit une lettre d'un camarade perdu de vue lui proposant de le rejoindre en Frise pour une croisière sur le yacht *Dulcibella*, l'offre a

qu'il prétend y découvrir la mise en place d'un plan d'invasion de l'Angleterre ? A-t-il vraiment failli être assassiné pour l'empêcher de poursuivre ses recherches hydrographiques ? Et dans ce cas, qui est le propriétaire de la *Medusa*, instigateur du guet-apens dans lequel la *Dulcibella* aurait pu sombrer corps et biens ? Désormais persuadés que le sort de leur patrie tient à la réussite de leurs investigations, les deux garçons ne reculeront devant aucun risque pour percer le mystère.

En publiant ce roman devenu un classique, Childers entendait alarmer l'opinion britannique à propos de l'insuffisance des défenses côtières. Il fut entendu. Paradoxalement, à l'époque, l'écrivain, Irlandais engagé dans la cause de l'indépendance, ne s'en préoccupait plus, sinon pour trouver le moyen de les contourner afin de fournir des armes à la future IRA. Organisateur des services de renseignement du Sinn Fein, Childers tomba victime de la guerre civile qui désola l'Ir-

lande libre. Preuve que certains écrivains ne se bornent pas à rêver d'aventures.

Archéologie

Des grands auteurs populaires des débuts du siècle dernier, Elizabeth Peters a appris tous les trucs, toutes les astuces, ce qui a donné naissance à une série drôle, palpitante, documentée et riche en suspense mettant en scène un couple d'égyptologues britanniques géniaux et farfelus, encombrés d'un fils précocement doué, et confrontés, au fil des volumes à des voleurs, des assassins, des escrocs, des espions, aussi bien qu'aux représentants d'une civilisation perdue. Débuté en 1888, avec l'improbable coup de foudre du beau, tonitruant et misogynne Radcliffe Emerson pour Amelia Peabody, vieille fille au caractère bien trempé armée d'une redoutable ombrelle, le cycle se prolonge au-delà de la Première Guerre mondiale, qui en assombrit l'atmosphère auparavant plus légère.

Cependant, les traductions ne suivant pas l'ordre chronologique, *La Pyramide oubliée* ramène le lecteur en 1913, alors que les Emerson entament une campagne de fouilles peu intéressante sur un site aux environs de Gizeh. Rien, en principe, propre à encourager des desseins criminels. Aussi, lorsque, une fois de plus, la famille se trouve en but aux menées malveillantes d'un mystérieux ennemi, elle pense avoir dérangé l'habile faussaire qui a usurpé l'identité de son neveu, David, pour écouler de prétendues antiquités. Mais si, pour une fois, le flair des archéologues était pris en défaut ? Les catastrophes se succèdent, mettant en danger la profonde unité du clan Emerson, et fournissent au lecteur son quota d'émotions, de rires et de réflexion, à travers des personnages récurrents devenus familiers et chers. Incontestable et durable réussite !

ANNE BERNET

* Collectif : *Premières Enquêtes*. Omnibus, 928 p., 24 euros.

* Georges Simenon : *Maigret à la campagne*. Omnibus, 832 p., 20 euros.

* Erskine Childers : *L'Énigme des sables*. Phébus-Libretto, 322 p., 10,50 euros.

* Elizabeth Peters : *La Pyramide oubliée*. Le Livre de poche, 542 p., 6,95 euros.

BARBARA CLEVERLY

Le Poignard afghan

Le Livre de poche - 352 p. - 6,50 euros

Pour veiller sur la frontière indo-afghane, l'un des derniers endroits sensibles de l'Empire britannique en 1922, il y a le fort de Gor Khatri et son commandant, le major Lindsay, très conscient de ses responsabilités. Lesquelles vont se trouver singulièrement compliquées par l'arrivée d'officiels chargés de missions contradictoires et par celle de l'insupportable Lily Coblenz, richissime héritière américaine en quête d'émotions fortes, flanquée, en guise de garde du corps, du commissaire Sandilands, de Scotland Yard, ancien camarade de combat de

Lindsay. Des visiteurs qui ne pourraient plus mal tomber alors que l'on attend à Gor Khatri l'escorte envoyée par le roi d'Afghanistan afin d'emmener à Kaboul son nouveau médecin, Grace Hollbrook. L'exercice diplomatique, à hauts risques, tourne mal quand, après le dîner officiel, l'on retrouve un haut officier afghan empoisonné. Tragique intoxication alimentaire, comme le soutient le docteur Hollbrook, ou meurtre, comme le prétend le second du défunt, le bel Iskander Khan qui exerce une déplorable attraction sur Miss Coblenz ? Dans ce cas, le *casus belli* est inévitable... Sandilands dispose de peu de temps pour résoudre l'énigme, empêcher un conflit armé avec les Pachounes, et retrouver Lily Coblenz, enle-

vée, de gré ou de force, par le trop séduisant prince afghan. Tous les ingrédients propres à donner un bon roman d'aventures sur fond d'épopée coloniale sont réunis ici. Qui s'en plaindrait ?

PHILIPPE CAVALIER

Les Ogres du Gange

Le Livre de poche - 568 p. - 7,50 euros

Lorsque le lieutenant David Tewp, jeune recrue du MI6 britannique, est muté à Calcutta en 1936, il s'attend à rester cantonné à des fonctions administratives. Aussi est-il fort désemparé de se voir confier la surveillance d'une journaliste allemande. Mais la belle Ostara Keller n'est pas qu'une espionne nazie : elle est aussi

une dangereuse maîtresse de la magie noire... Dépassé par les événements, victime d'un envoûtement qui risque de le tuer, confronté à des milieux, des pratiques, des croyances dont il n'imaginait même pas l'existence, Tewp va devoir survivre, déjouer un sombre complot contre Edward VIII, neutraliser Keller, et mettre un terme aux agissements d'un couple de sulfureux aristocrates roumains qui se livre, sous couvert d'activités caritatives, à un trafic d'enfants, voire à bien pire encore... Dans la veine des grands romans anglo-saxons, Philippe Cavalier livre ici le premier tome d'une saga très réussie sur fond historique pimenté de sorcellerie et de fantastique.

A.B.

» DANS LA PRESSE

On relève quelques allusions à Maurras dans la presse de juillet. Le 3, *Le Nouvel Observateur* évoquait un recueil signé Violaine Vanoyeke et Philippe Engerer : *Leurs derniers mots... avant leur dernier souffle* (éd. Grancher). Tout en jugeant le maître de l'AF « idéologiquement aveugle » (sic), Jérôme Garcin se dit ému par les paroles du Martégal. « *Agnostique et sourd depuis toujours, il s'éteint, à 84 ans, en murmurant : "Pour la première fois, j'entends quelqu'un venir", à la manière de Bach, qui s'endormit en se réjouissant d'entendre enfin la vraie musique.* » Le 10 juillet, l'hebdomadaire a récidivé à l'occasion d'un long article consacré au café de Flore : « *C'est à Charles Maurras que l'on doit [...] le plus ancien témoignage littéraire sur cette honnête maison...* » Le même jour, interrogeant Renaud Camus pour *Le Point*, Elisabeth Lévy évoque Maurras pour qui « *la religion était [en autres !] le moyen de maintenir un certain ordre social.* ». Elle se demande si son interlocuteur assignerait la même mission à la culture (voir p 12). Ce à quoi celui-ci répond, avec un certain humour : « *Oh, la barbe avec Maurras ! Maurras vous-même !* » Cela vaut déjà mieux que la crispation habituelle.

■ LE RETOUR D'A.D.G.

Papiers gommés, fâchés, froissés

Répondant à Sébastien Lapaque, *Libération* s'insurge contre la tentative de "réhabilitation" d'un écrivain jugé trop maurrassien...

Le revoilà, notre regretté Ha-dégé (A.D.G. avec trois points pour ce frère Franc et si peu maçon). Les éditions Le Dilletante viennent de publier - après *J'ai déjà donné*, dans lequel l'avocat tourangeau, Pascal Delcroix, l'ancien para royco, enquêtait sur la disparition pour cause de mort de son vieil ami "Machin", gratte-papier dans une feuille de chou locale - une série de chroniques parues dans le *Libre Journal de la France courtoise* du non moins regretté Serge de Beketch.

Irrévérence

Cela fait toujours chaud au cœur et au corps de revoir un vieux pote (touche-z-y pas et respect pour ce frère si peu odieux) ressuscité éditorial d'entre les zygomatiques. C'est vrai qu'on se marre franchement entre bons mots (du type, « *les Alliés - ainsi qu'on dit des fous* ») et délires pré-eschatologiques sur la genèse d'une Terre qui, selon le père Ha-dégé, « *est plate* » comme un carrel. On y retrouve même des accents antipodiques sur « *la Nouvelle* » (Calédonie, pour les béo-



Certains tristes subventionnés nous assénant des stupidités du style « les dérives maurrassiennes et lepénistes de A.D.G. »...

tiens), comme il la prénomme. On y apprend, entre autres entomologies ethnographiques, qu'à l'instar du cochon (« *Allah est grand* », en vérité, nous redit ce saint Paul Solognote), tout est bon dans le crocodile occit par les Papoux (sans "s" car nés sous X, « *comme les autres choux et hiboux* ») Toulambis (lesquels, « *pour ceux qui l'ignoraient [...]*

sont des Papous nains »). Les considérations plus politiques ne sont pas absentes non plus. Entre « *l'étapant Lang* », Pasqua, « *ce sergent Garcia de l'immigration* » et Chirac et ses « *initiatives mortardes [qui] vous montent au nez pire qu'à Dijon* », c'est mieux qu'aux *Guignols de l'info* et superbement irrévérencieux.

Effets de Manche(ttes)

Mais au lieu de profiter de la vue ainsi offerte par notre hôte berrichon (qu'elle était verve ma vallée), certains tristes subventionnés essayant de voler de leur propre aisselle, viennent assombrir le paysage en nous assénant des stupidités du style « *les dérives maurrassiennes et lepénistes de A.D.G.* » (on ne voit pas quel est le rapport) ou encore « *les prises de position racistes, anti-sémites et xénophobes* » de ce dernier. Auteur de ce médiocre florilège éculé ? Doug Headline « *éditeur, cinéaste, fils de Jean-Patrick Manchette* » (sic), plumitif rugissant dans *Libération* du 4 juillet¹ (disponible sur Internet).

L'objet du délire ? Une « *amitié paradoxale* » entre Jean-Pa-

trick Manchette et A.D.G., alléguée par Sébastien Lapaque dans *Le Figaro* du 6 juin 2008² (également cybervisible).

Débat volatile et vaine querelle

Sans pénétrer « *de profundis* » dans ce débat volatile de l'œuf (« *inconciliable aux hémorroïdes* », dixit encore le Grand Môme) et de la poule (au Pot, seule qui vaille, plantée d'une pointe d'ail, chantait le roi Henri), on dira, sans avoir l'air de jouer la mouche du coche (aux fins fonds du bush australien, d'aucuns traduisent cette expression bien française par la bouse du cow), que tout ça n'est que vaine querelle (où comment Jean Genêt s'érige en arbitre et siffle la fin de partie) et que faux amis ou frères ennemis, Manchette et A.D.G. doivent bien se poiler là-haut en regardant ces vains crouler à flots.

Quoi qu'il en soit, on se félicitera de cette seconde phénixéenne renaissance littéraire d'un auteur qui a déplu et déplaît encore aux contre-réactionnaires de tous poils ! Et c'est ainsi, vous en conviendrez, que A.D.G. est grand.

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

* A.D.G. : Papiers gommés. *Le Dilletante*, 315 pages, 30 avril 2008, 25 €.

¹ Manchette victime du révisionnisme littéraire. *Libération*, 4 juillet 2008.

² Et c'est ainsi qu'Alain est grand. *Le Figaro*, 6 juin 2008.

C'est en février 1883 à Rapallo en Italie, au bord de cette Méditerranée à laquelle il vient de se convertir après avoir rompu avec Wagner et la musique allemande, que Frédéric Nietzsche, compose en une dizaine de jours seulement la première partie de la plus célèbre de toutes ses œuvres : *Ainsi parlait Zarathoustra*. Le prologue de ce livre aux accents plus poétiques que philosophiques, qui imite le style du prophétisme biblique, raconte le « *déclin* » de Zarathoustra ou Zoroastre. Nietzsche fait descendre le réformateur de la religion iranienne antique de sa montagne, comme le soleil couchant décline après midi, pour enseigner aux hommes la propre doctrine du philosophe allemand : la mort de Dieu, la crise générale de la culture qui en résulte (le nihilisme) et le remède que représenterait l'avènement du surhomme. Un passage en particulier doit retenir notre attention. Il s'agit de la parabole du « *dernier homme* » par laquelle Zarathoustra veut mettre en garde son auditoire contre la conséquence ultime du nihilisme, à savoir l'apparition d'une humanité médiocre, à la fois nombriliste et moutonnaire, étrangère à la haute culture comme à la grande politique, empiétrée dans les illusions du progrès et du bonheur (héritage des Lumières), méprisant le passé et sacralisant le confort matériel...

■ LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

Le dernier homme de Nietzsche

Un passage tiré de la plus célèbre des œuvres du philosophe allemand : *Ainsi parlait Zarathoustra*

Malheur, voici venir le temps où l'homme ne donnera plus naissance à nulle étoile ! Malheur, voici venir le temps de l'homme le plus méprisable, qui ne peut plus se mépriser lui-même.

Voyez, je vous montre le dernier homme.

« Qu'est-ce que l'amour ? Qu'est-ce que la création ? Qu'est le désir ? Qu'est une étoile ? » - *Voilà ce que demande le dernier homme et il cligne de l'œil.*

La terre alors sera devenue petite et le dernier homme y sautillera qui rend toute chose petite. Son espèce est indestructible, comme le puceron des bois ; le dernier homme, c'est lui qui vivra le plus longtemps.

« Nous avons inventé le bonheur », disent les derniers humains et ils clignent des yeux.

Ils ont quitté les contrées où il est dur de vivre : car l'on a besoin de chaleur. On aime encore le voisin et l'on se frotte à lui, car l'on a besoin de chaleur.

Devenir malade et éprouver de la méfiance leur paraît rele-

ver du péché : on marche avec précaution. Fou donc celui qui trébuche encore sur des pierres ou des humains.

Un peu de poison par-ci parlà : cela donne des rêves agréables. Et beaucoup de poison, pour finir : cela donne une mort agréable.

On travaille encore car le travail est un divertissement. Mais on prend soin que le divertissement ne soit pas trop fatigant.

On ne devient plus ni riche, ni pauvre, l'un et l'autre sont trop pénibles. Qui veut encore gouverner ? Qui veut encore obéir, l'un et l'autre sont trop pénibles.

Point de berger et un troupeau. Chacun veut la même chose : chacun sera pareil, celui qui sentira les choses autrement, ira volontairement à l'asile d'aliénés.

« Jadis tout le monde était fou », disent les plus finauds et ils clignent des yeux.

On est malin et l'on sait tout ce qui s'est passé : ainsi on n'en finit pas de se moquer. On se querelle encore mais on se ré-

conciliera bientôt - sinon ça abîme l'estomac.

On a son petit plaisir pour le jour et son petit plaisir pour la nuit : mais l'on révère la santé.

« Nous avons inventé le bonheur », disent les derniers hommes et ils clignent des yeux.

Impossible de ne pas reconnaître nos contemporains dans ce portrait au vitriol. Impossible par conséquent de dénier à ce passage un caractère prophétique, quoi que l'on pense par ailleurs des limites, voire des périls, de la pensée nietzschéenne. Maurras formule d'ailleurs des prédictions assez similaires dans *L'Avenir de l'Intelligence*, du moins en ce qui concerne le lien entre la modernité démocratique et la perte des plus hautes facultés de l'humanité. Aldous Huxley pour sa part reprendra à son compte les idées d'uniformisation, de bonheur obligatoire, d'intériorisation de la contrainte (le dissident se rend de lui-même à l'asile d'aliénés), de refus de la souffrance (avec l'usage des drogues qui l'accompagne), dans



Friedrich Nietzsche
1844-1900

son *Meilleur des Mondes*. Plus récemment, Francis Fukuyama, un des premiers penseurs à avoir proposé une interprétation globale du monde d'après la chute du mur de Berlin, intitulera de façon très significative son principal essai : *La Fin de l'Histoire et le dernier homme* (1992). La référence au Zarathoustra de Nietzsche est explicite et elle ne s'arrête pas au seul titre dans un ouvrage où la démocratie libérale est à la fois décrite comme le système le plus satisfaisant appelé à supplanter toutes les idéologies et comme une triste conclusion de l'histoire humaine qui voit la sécurité physique et la satisfaction matérielle devenir les seules ambitions d'une humanité qui aurait sacrifié la qualité à la quantité.

STÉPHANE BLANCHONNET

■ BANQUET ROYALISTE ET CAMELOT

Retroussons les manches !

Samedi 28 juin s'est tenu le dernier banquet de l'Action française de l'année, [...] dans un cadre très agréable, salle au sous-sol sous des voûtes. Très bonne ambiance où alternaient des chants et plusieurs discours. [...] L'Action française doit se montrer dans la rue, occuper le terrain, affirmer une présence royaliste et se battre pour notre cause, celle du roi. Vive la France et vive le Roi !

CÉCILE

Le dernier banquet "Royaliste et Camelot" eut lieu le samedi 28 juin pour clôturer l'année. Il se déroula dans une ambiance festive de tradition française accompagnée de rires et de chants. Avec une trentaine de convives où tous les âges étaient représentés. Ceux-ci profitèrent de l'occasion pour échanger des idées et former des projets pour la rentrée.

Frédéric Winkler intervint énergiquement pour rappeler les raisons de militer, pour vivre debout, sortir de l'esprit de boutique et travailler dans l'union, pour le roi ; cela seul importe. Il signala brièvement par un courrier du Prince les encouragements de celui-ci pour l'organisation des banquets et la commémoration du mois de mars en souvenir d'Henri IV.

La réaction irlandaise contre l'Europe mercantile permit à Frédéric d'évoquer "l'Auld alliance" historique écossaise, six siècles d'alliance entre frères français et écossais, l'entrée de Jeanne d'Arc

à Orléans au son des cornemuses des compagnons de Robert Bruce... Les Irlandais vinrent nombreux en France, fuyant les

Saxons), au coude à coude avec la "Maison du Roi" et les Suisses...

Il parla ensuite des 400 ans de Québec, des alliances avec les



Jean-Philippe Chauvin rappela le rôle de l'AF en 1968 et sa participation à la riposte.

persécutions de la couronne Hanovrienne usurpatrice. La victoire de Fontenoy fut obtenue grâce aux Irlandais, au cri de « Cuimhnigi ar Luimneach agus ar feall na Sasanach » (Souvenez vous de Limerick et de la perfidie des

Amérindiens, de la reconnaissance de ceux-ci comme sujets du roi de France par un édit de Richelieu, de la vie dure des "Compagnies franches de la Marine" vivant avec les tribus et terrassant les Britanniques à - 40 de-



À VOS PLUMES !

Avec les beaux jours, *L'Action Française 2000* se pare d'une "nouvelle toilette".

L'évolution est discrète - nous ne voulions pas déboussoler nos lecteurs - et d'autres pourront suivre. Elle reflète timidement les efforts que nous avons entrepris - avec les moyens modestes qui sont les nôtres, et sans compter nos heures ! - pour accroître peu à peu la qualité du journal, que nous souhaitons rendre plus informatif et plus réactif... tout en réaffirmant son identité à la fois nationaliste et royaliste. En notre for intérieur, nous nous remémorons cet éloge de Proust : « *Quand je lis L'Action Française, je prends une cure d'altitude mentale.* » Il nous indique un cap, que nous nous fixons en toute humilité.

Nous sollicitons à nouveau vos critiques : que vous soyez déçu ou enthousiasmé, écrivez-nous pour nous faire part de vos réactions. Vous nous aiderez à appréhender les attentes d'un lectorat dont l'élargissement est une nécessité vitale, en dépit des vicissitudes de la presse. Nous vous encourageons à prendre la plume, ou bien à saisir votre souris pour discuter en ligne avec des rédacteurs du journal, qui sont nombreux à arpenter le forum *Vive le Roi*

(<http://forum.royaliste.org/>). Grâce aux contributions de Jean-Philippe Chauvin, la sortie d'un nouveau numéro de *L'AF* donne régulièrement prétexte à des discussions. La dernière livraison a manifestement séduit M^{lle} Pad - que nous avons le plaisir de compter parmi nos jeunes collaborateurs : « *C'est à ce jour le meilleur numéro de L'Action Française 2000 que j'ai pu lire !* » C'est un commentaire qui nous a beaucoup touchés, même si nous nous gardons d'exagérer la portée des approbations qu'ils a suscitées. D'ailleurs, d'autres n'ont pas caché leur scepticisme - tel Franc qui juge le journal « *insipide* » - ; hélas, ils se montrent généralement moins prolixes : c'est pour nous particulièrement frustrant ! Les attentes des uns ne sont pas forcément celles des autres, mais l'avis des "râleurs" nous importe autant - sinon plus ! - que celui des lecteurs les plus satisfaits. Nous guetterons vos lettres ! ■

grés aux abords de Boston. Il dénonça le funeste traité de Paris abandonnant le Canada et salua la présence en ce moment du prince Jean dans cette lointaine Nouvelle France.

Il insista sur l'esprit des Camelots, dignes successeurs de tous ces hommes, mousquetaires des temps nouveaux, rappelant à chacun son devoir vis-à-vis des anciens qui nous regardent de haut. Il donna la parole à Jean-Philippe Chauvin qui rappela brièvement le rôle de l'AF en 1968 et sa participation dans la riposte tout en critiquant les fondements du régime gaullien.

Le banquet se termina avec les résolutions à venir, la volonté de diffuser les idées dans la rue par la vente du journal et la définition des actions à entreprendre... Retroussons les manches !

Vive les Camelots du Roi... Ce sont des gens qui s'foutent...

VAILLANT

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE AIDE



Participez à la souscription !

VOIR PAGE 3

REPRISE DES PERMANENCES



débats et discussions le **vendredi 5 septembre** à partir de 18 h 30 dans nos locaux



RECHERCHE VENDEURS VOLONTAIRES - CAMELOTS



Recherche tous documents concernant les Camelots du Roi (souvenirs, insignes, récits)

Venez rejoindre nos équipes de vendeurs au service du Roi !

Prière d'entrer en contact avec : Frédéric Winkler : fredericwinkler@yahoo.fr



camelotsduroi.canalblog.com

Vous cherchez *L'Action Française 2000* ? Visitez ce site Internet pour trouver le journal dans un kiosque près de chez vous : www.trouverlapresse.com

PROCHAIN NUMÉRO de *L'Action Française 2000* : jeudi 31 juillet 2008

Longtemps relégués au rang des questions d'intendance, la dette et les déficits publics constituent aujourd'hui un enjeu stratégique pour tout gouvernement. En témoigne le récent Livre blanc sur la défense qui, sous couvert de modernisation, est en réalité un vaste plan de rigueur appliqué sans ménagement à notre outil militaire. Ainsi, les marges de manœuvre financières semblent plus que jamais peser sur les choix politiques.

Impossible stabilisation

Alors que Nicolas Sarkozy se voulait être le président de la volonté, il apparaît plutôt comme celui du renoncement et des économies à la petite semaine. Est-il entièrement fautif ? Pour sa décharge, il doit composer avec une dette publique vieille de vingt ans et qui a, selon l'INSEE, atteint au premier trimestre 2008 une somme équivalente à 65,3 % du PIB, proportion qui place la France parmi les pays occidentaux les plus endettés. De plus, la crise financière provoque une augmentation de la charge de la dette qui devrait s'alourdir de 2 milliards d'euros pour l'ensemble de cette année.

Pourtant, depuis son passage à Bercy en 2005, Sarkozy n'a eu de cesse de répéter que l'un de ses objectifs prioritaires est l'assainissement des finances de l'É-

■ BUDGET

L'impossible équation des déficits

L'endettement de l'État réduit cruellement les marges de manœuvre politiques. Nicolas Sarkozy semble être pris au piège et a échoué sur la question fiscale.

tat. Mais, en lieu et place de l'amélioration promise, c'est plutôt une violente dégradation qui déferle actuellement sur les comptes publics. Alors que certains entrevoyaient, il y a quatre ans, un retour à l'équilibre budgétaire pour la période 2008-2009, le ministre du Budget, Éric Woerth, a peine à expliquer, le 9 juillet, devant la commission des deux assemblées, comment il comptait s'y prendre pour réaliser son objectif de réduction de 10 milliards du déficit public d'ici 2009. Les nouvelles perspectives sont telles que plus personne n'ose parler d'une stabilisation avant 2012.

Esclave de la dette

Pourquoi notre pays est-il toujours esclave de sa dette ? L'attention s'est focalisée sur les différentes mesures du gouvernement Fillon visant à réduire les dépenses, comme la réforme des régimes spéciaux de retraite ou la réduction des effectifs de la fonction publique. Mais l'autre versant du problème, c'est-à-dire



Les faibles marges de manœuvre financières pèsent plus que jamais sur les choix politiques.

les recettes de l'État, reste largement inexploré et est manifestement tout aussi accidenté. En effet, depuis une décennie, les rentrées fiscales ne cessent de diminuer et compliquent singulièrement l'équation budgétaire. Pour la seule année 2008, il est attendu 3 et 5 milliards d'euros de moins value de recettes fiscales (1,5 à 3 milliards pour l'impôt sur les sociétés et 1,5 à 2 pour l'impôt sur le revenu). À l'origine de ce manque à gagner, on retrouve pour partie la médiocre conjoncture actuelle, mais éga-

lement la volonté de tous les gouvernements de droite depuis 2002 de baisser les impôts.

Clientélisme

Ce qui pouvait apparaître justifié dans son principe - réduire les prélèvements fiscaux afin de favoriser l'investissement, l'emploi et la consommation - se révèle être un échec total dans son application. En effet, la plupart de ces baisses ont été accordées en vertu d'un clientélisme des plus opaques : bouclier fiscal, allègements de charge pour les bas salaires et sur les heures supplémentaires pour les entreprises, réforme laborieuse de l'impôt sur le revenu... Il s'agit également d'une multitude de dispositifs sectoriels coûteux et dont l'impact macro-économique reste à démontrer. Il en est ainsi pour le projet concernant la TVA à taux réduit pour la restauration qui représenterait une ponction supplémentaire de 2 à 3 milliards sur les recettes de l'État s'il était mis en œuvre. Au total, de Chirac à Sarkozy aucune réforme co-

hérente du système fiscal n'a été proposée. Tout au contraire, la multiplication des exonérations et des abattements a créé quantité de niches et favorisé les stratégies personnelles. Les faits parlent d'eux-mêmes : la baisse désordonnée des impôts n'a pas eu d'effet marquant sur la relance de l'économie et met en danger les déjà fragiles finances de l'État.

Politique malheureuse

Cette politique malheureuse nous rappelle que les finances publiques ne peuvent se penser que sur le long terme et en tenant compte des cycles économiques. Ainsi, le gouvernement socialiste de Lionel Jospin n'a pas profité, à la fin des années 90, d'une croissance exceptionnelle qui a généré une plus value fiscale historique pour réduire les déficits. Mais, gouverner sur le temps long terme, la démocratie d'opinion en est bien incapable.

PATRICE MALLET

Cette année-là, la quarante-deuxième de son règne, Louis XV, quarante-sept ans, se trouvait face à une situation fort complexe. Depuis déjà un an la guerre menée contre l'Angleterre et contre la Prusse, dite guerre de Sept ans, en dépit d'un commencement victorieux en Méditerranée, entretenait dans le royaume une mauvaise agitation des esprits.

Le conflit avec les parlements s'était aggravé d'autant plus qu'il avait fallu leur demander d'enregistrer le prolongement d'impôts temporaires pour soutenir l'effort des armées. Les querelles religieuses autour de la bulle *Unigenitus* resurgissaient en même temps et le courant janséniste appuyé par bon nombre de parlementaires et de "philosophes" entretenait un anticléricalisme militant. L'opinion publique, ce « monstre » en train de naître (pour reprendre l'expression de Bernard Faÿ), semblait se détacher du clergé et du roi lui-même, lequel n'avait pas auprès de lui, comme jadis Louis XIII, un Richelieu pour répondre par une gazette aux calomnies colportées. Néanmoins, le pouvoir, fin 1756, s'était montré ferme : un lit de justice avait contraint les parlementaires à voter les impôts, un autre lit de justice avait réglé la question du refus des sacrements aux mourants soupçonnés de jansénisme. Du coup, cent cinquante parlementaires s'étaient mis en grève, se posant ainsi, eux les privilégiés, comme les défenseurs du peuple que l'on condamnait à la

■ CETTE ANNÉE-LÀ

1757 : Anarchie parlementaire

Le 5 janvier, vers cinq heures de l'après-midi, un inconnu bouscule les gardes du château de Versailles et se rue sur Louis XV, lui assénant un coup de couteau...

pauvreté... Le 5 janvier 1757, profitant de la grande liberté dont jouissaient les visiteurs du château de Versailles, un inconnu déambulait depuis le matin dans la cour, faisant mine d'attendre la sortie du roi comme pour lui remettre une sollicitation écrite. Vers cinq heures de l'après-midi, quand on approcha le carrosse royal, l'homme bouscula les gardes et se rua sur le roi, lui assénant un coup de couteau, avant de s'immobiliser comme terrorisé de son propre geste.

Un avertissement ?

« Je suis blessé, dit Louis XV dont le côté saignait. C'est ce coquin ! Qu'on l'arrête et qu'on ne le tue pas ! » En fait, la lame du couteau avait été entravée par l'épaisseur des chauds habits d'hiver et la blessure était légère. Pendant que le chirurgien sondait la plaie et qu'un prêtre était appelé, l'homme, emmené dans la salle des gardes, déclara s'appeler Robert-François Damiens et être né en 1715 à La Thieuloye, près d'Arras. Selon ses dires il ne voulait pas tuer le roi, seulement lui donner un avertissement. On ne lui trouva pas de complices,

mais on apprit peu à peu qu'ancien apprenti serrurier, puis laquais ou coursier chez divers conseillers du Parlement, il avait



Louis XV

entendu dans la bouche de ces derniers des propos nettement meurtriers à l'égard du roi. De là à se croire lui-même investi d'une mission de "justice" il n'y avait plus qu'un pas.

Cependant la nouvelle se répandit très vite dans Paris et jeta la consternation. Le petit peuple versait des larmes sincères et priait dans les églises, mais la rumeur se mit bien vite à accuser

pêle-mêle les Anglais, les jésuites, les jansénistes, les parlementaires, voire le clergé. Dans leur colère et leur désespoir, beaucoup réclamaient le renvoi de la marquise de Pompadour.

Une clémence impossible

Damiens écrivit une lettre au roi pour réclamer sa clémence. N'eût été l'effervescence qui, des salons, pouvait gagner la rue, Louis XV aurait seulement demandé que son agresseur fût emprisonné. Il était naturellement porté à l'indulgence, lui qui avait, à son mariage, gracié deux cents condamnés. Mais il ne put cette fois arrêter le cours de la justice et de ses procédés d'alors particulièrement cruels. Le procès s'ouvrit le 26 janvier : Damiens, qui ne put s'empêcher d'insulter ses anciens maîtres siégeant au tribunal, ne pouvait qu'être condamné, pour crime de lèse-majesté, à la mort sur le bûcher, après écartèlement de son corps par quatre forts chevaux. Tout triste, Louis XV dit peu après : « Sans ces conseillers et ces présidents, je n'aurais pas été frappé par ce monsieur... Lisez le pro-

cess : ce sont les propos de ces messieurs qu'il nomme, qui ont bouleversé sa tête... » (cité par Georges Bordonove).

« Le danger que le roi avait couru, dit Jacques Bainville, eut du moins pour effet d'inspirer la crainte d'un bouleversement en France. Il y eut de grandes manifestations de loyalisme. Les démissions furent reprises. Mais si l'ordre ne fut pas troublé, le désordre moral persista. »

En fait Louis XV ne se faisait plus aucune illusion. Il ne céda point sur le cas de M^{me} de Pompadour, mais il renvoya le garde des Sceaux, Machault d'Arnouville, et le rival de celui-ci, le comte d'Argenson chargé de la police. Gagné par le désenchantement, inquiet pour son salut éternel, le roi eut beaucoup de mal à trouver des ministres à la hauteur de la situation. Il attendit jusqu'en 1771 pour, avec le chancelier Maupeou, mettre un terme à l'anarchie parlementaire par une réforme qui devait sauver la monarchie bourbonnienne, mais que Louis XVI ne crut pas devoir maintenir (voir *L'AF 2000* du 17 janvier 2008).

MICHEL FROMENTOUX